N°64/septembre 2018

PEAAD BULLETIN

Association des Anciens Députés au Parlement Européen www.formermembers.eu

Focus sur l'opinion publique de l'UE

Activités de l'AAD

Visite sous la présidence de l'UE

Page 19

Activités de l'AAD

Programme PE au Campus

Page 24

DANS CE NUMERO

Soutenir les personnes qui défendent la démocratie: La Fondation européenne pour la démocratie (EED en anglais) célèbre 5 ans.
L'EED a commencé ses travaux en 2013 et s'est avéré être un ajout précieux à la gamme existante d'organisations et d'initiatives internationales de soutien à la démocratie.

Couverture: ©Shutterstock

03 Mot du Président
04 PE au travaille

ACTUALITÉ

05 Horizon Europe (*Teresa Riera Madurell)*
06 L'Europe et les problèmes liés à l'internet! (*Cristiana Muscardini*)
07 Année européenne du patrimoine culturel (*Mariela Baeva)*
08 9 mai 2018 (*Gérard Caudron*)
09 Édition 2018 de «Strasbourg à vélo» (*Jan Dhaene*)

FOCUS

11 Sans vérité, pas de démocratie (*Jordi Sebastià Talavera)*
12 Les nouvelles tendances de l'opinion publique (*Philipp M. Schulmeister*)
14 Fake news et influence dans les sondages (*Monica Franceschini)*
16 Les attitudes du public vis-à-vis du Brexit (*Nancy Kelley & Ian Montagu)*

ACTIVITÉS DE L'AAD

18 Soutien à la democratie
19 Visite sous la présidence UE
24 Programme PE au Campus
33 Réseau des anciens députés

DÉPÊCHES

35 Activités
36 Nouvelles publications
37 Nouveaux membres
38 In memoriam

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.
Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Jean-Pierre AUDY
Brigitte LANGENHAGEN
Edward McMILLAN-SCOTT
Manuel PORTO
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Lisseth BRAVO
Valeh NASIRI
Alessandra PERNA

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89

Mot du PRÉSIDENT

Chers membres de l'AAD,

J'ai le plaisir de vous souhaiter un bon retour de vacances d'été et de vous présenter notre bulletin de septembre. Vous y découvrirez tout d'abord les événements qui rythmeront la vie de notre Association dans les mois à venir.

Ce numéro contient également un dossier spécial sur l'opinion publique européenne. Le Grand Robert de la langue française propose la définition suivante de l'opinion: «ensemble des attitudes d'esprit dominantes dans une société (à l'égard de problèmes généraux, collectifs et actuels)». Aujourd'hui, ce sont les médias sociaux qui modèlent au premier chef l'opinion publique; les journaux et autres «vieux» outils de communication ont perdu en influence. Blaise Pascal nous rappelait déjà le pouvoir de l'opinion quand il écrivait dans les Pensées: «La force est la reine du monde, et non pas l'opinion. Mais l'opinion est celle qui use de la force.» Notre réflexion sur ce sujet a été nourrie par la consultation d'acteurs de premier plan de la scène politique européenne et d'anciens députés.

Vous trouverez également dans ce numéro une rubrique consacrée aux activités de l'AAD. Elle comporte notamment plusieurs témoignages de participants au programme «Parlement européen au campus», qui permet à des établissements d'enseignement supérieur de bénéficier des connaissances et de l'expérience d'anciens députés européens. En tant qu'anciens législateurs, ils viennent raconter aux étudiants les coulisses du traitement de dossiers politiques européens auxquels ils ont participé. Les retours d'expérience des universités et des anciens députés qui ont participé à ce programme sont encourageants: les étudiants tirent profit de leur participation à ces dialogues et échanges de vue, qui leur permettent d'édifier et d'élaborer leurs propres conceptions sur les questions européennes.

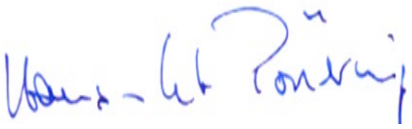
Pour élargir encore notre réseau d'anciens parlementaires, Brigitte Langenhagen, qui a été élue vice-présidente de la FP-AP en mars, et Jean-Pierre Audy ont représenté l'AAD lors de la réunion de l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP), qui s'est tenue du 24 au 26 mai à Bruxelles. Notre vice-président Jan-Willem Bertens a pour sa part assisté à la réunion annuelle de l'Association des anciens membres du Congrès des États-Unis, les 25 et 26 juin à Washington. Vous trouverez un compte rendu illustré de ces manifestations dans ce bulletin.

S'agissant de nos activités dans le domaine de la construction de la démocratie, Filip Kaczmarek a représenté l'AAD lors de la neuvième assemblée mondiale du Mouvement mondial pour la démocratie, à Dakar, du 6 au 9 mai. Son témoignage est à retrouver à la rubrique «Activités de l'AAD».

Pour ce qui est des événements à venir, notre visite en Autriche, qui assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne, se déroulera du 28 au 30 octobre. Les membres participant à cette visite rencontreront des représentants du Parlement et du gouvernement autrichiens, ainsi que le maire de Vienne et le Secrétaire général de l'OSCE. Un compte rendu détaillé de cette visite paraîtra dans le bulletin de décembre.

Enfin, nos événements annuels de Bruxelles se tiendront les 28 et 29 novembre 2018. Carlos Moedas, commissaire européen chargé de la recherche, de la science et de l'innovation, sera l'invité d'honneur de notre dîner. Nous escomptons également la participation d'intervenants de haut rang lors de notre séminaire annuel, qui aura cette année pour thème: «Comment les anciens députés européens et les citoyens européens peuvent-ils contribuer à raviver l'enthousiasme pour la construction européenne fondée sur l'idéal européen?». Des informations supplémentaires et un formulaire d'inscription à ces événements vous seront envoyés dans les prochaines semaines.
J'espère avoir le plaisir de vous voir nombreux lors de nos prochains évènements!

Cordialement,



Hans-Gert PÖTTERING
Président de l'AAD

PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLÉS

RescUE : les députés votent en faveur d'un renforcement des capacités de protection civile de l'UE. (Session de mai - P8_TA-PROV(2018)0217)
L'objectif est d'aider les États membres à réagir plus rapidement aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme, en partageant plus efficacement les moyens de protection civile.

Les députés appellent les pays de l'UE à mettre fin aux pratiques d'emploi précaire. (Session de mai - P8_TA-PROV(2018)0242)
Cette résolution invite la Commission européenne et les États membres à s'attaquer au problème des pratiques d'emploi précaire et de l'utilisation abusive des contrats de travail à durée déterminée dans les secteurs public et privé de l'UE.

Nouvelles règles européennes pour la sécurité des drones. (Session de juin - P8_TA-PROV(2018)0245)
L'objectif est de garantir un niveau commun de sécurité et de donner aux exploitants et fabricants la prévisibilité nécessaire pour mettre au point des produits et services.

Les députés veulent une cyberdéfense européenne robuste et des liens plus étroits avec l'OTAN. (Session de juin - P8_TA-PROV(2018)0258)
Les députés exhortent les États membres à renforcer la capacité de leurs forces armées à travailler ensemble ainsi que la cybercoopération au niveau européen, avec l'OTAN et d'autres partenaires.

Le budget 2019 de l'UE devrait se concentrer sur les jeunes, les PME et le climat. (Session de juillet- P8_TA-PROV(2018)0107)
Parmi d'autres priorités figurent la croissance, la sécurité, le climat et la migration.

Les députés ont déclaré que l'aide humanitaire aux migrants ne devrait pas faire l'objet de poursuites pénales. (Session de juillet - P8_TA-PROV(2018)0314)
L'UE devrait s'assurer que l'aide aux migrants pour des raisons humanitaires ne fasse pas l'objet de sanctions pénales.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Mai 2018

• Les députés plaident pour une **politique commune moderne et un financement équitable**. La PAC post-2020 doit être mieux conçue, plus simple, équitable et durable. (30.05.18)

• Les députés condamnent la réintroduction continuelle de **contrôles aux frontières intérieures.** Les États membres devraient « renforcer la confiance mutuelle dans le fonctionnement de l'espace Schengen, la coopération et la solidarité ». (30.05.18)

• Le Parlement approuve une **aide de 104,2 millions d'euros à la France, la Grèce, l'Espagne et le Portugal** frappés par des catastrophes naturelles en 2017. (30.05.18)

• Les députés souhaitent une nouvelle législation pour mieux lutter contre la **fraude au compteur kilométrique**. (31.05.18)

Juin 2018

• Le Parlement a approuvé un prêt macrofinancier d'**un milliard d'euros destiné à aider l'Ukraine** à couvrir une partie de ses besoins de financement externe en 2018-2019. (13.06.18)

• Le Parlement appelle la Russie à **mettre un terme à l'occupation des territoires géorgiens** d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et devrait respecter l'intégrité territoriale de la Géorgie. (14.06.18)

Juillet 2018

• Le PE a approuvé une aide de **9,9 millions d'euros pour 1 858 anciens employés d'Air France** afin de se réinsérer sur le marché du travail. (03.07.18)

• Les députés souhaitent protéger les **données personnelles** alors que vont débuter des pourparlers avec huit pays tiers sur une coopération renforcée avec Europol. (05.07.18)

• Le PE a approuvé de nouvelles règles pour renforcer la sécurité aux frontières de l'UE. Le nouveau **système ETIAS**, devrait être opérationnel en 2021. (05.07.18)

• Les députés ont rejeté la proposition de la commission parlementaire sur l'ouverture des négociations afin de moderniser la législation sur le **droit d'auteur** pour l'adapter à l'ère numérique; les règles sur le droit d'auteur seront réexaminés par le Parlement en septembre. (05.07.18)

Pour plus d'informations : http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary

ACTUALITÉ

HORIZON EUROPE

Horizon Europe est une nouvelle proposition de programme-cadre pour la recherche et l'innovation élaborée par la Commission européenne pour la période 2021-2027 et transmise au Parlement européen pour examen.
Ceux d'entre nous qui sont convaincus qu'investir dans la science et l'innovation, c'est investir dans un avenir meilleur pour l'Europe et qui ont déployé des efforts pour que ce programme-cadre Horizon 2020 bénéficie d'un budget important, se réjouissent de constater que, pour Horizon Europe, une dotation budgétaire allant jusqu'à 100 milliards d'euros a été proposée.
Si Horizon 2020 a jeté les bases permettant de progresser vers une économie de la connaissance dynamique et compétitive, axée sur trois priorités, l'excellence scientifique, la primauté industrielle fondée sur l'innovation et l'apport de réponses innovantes aux problèmes sociétaux, Horizon Europe visera à améliorer notre capacité d'innovation et à permettre à la recherche et à l'innovation d'influer davantage sur la société.
Pour conduire la politique globale d'innovation de l'Union européenne, la Commission propose la création et la mise en marche d'un Conseil européen de l'innovation (CEI) qui devra promouvoir une culture et un environnement propices à l'innovation et à la créativité.
Un environnement ouvert et dynamique favorisera l'émergence de nouveaux acteurs. Le moteur de l'innovation ne réside plus dans les procédés technologiques, comme ce fut le cas à l'ère industrielle. Les personnes et les communautés sont d'importantes sources d'innovation et il faut leur fournir la meilleure formation possible et les outils nécessaires pour qu'elles développent leur potentiel et participent aux processus d'innovation, principalement ceux qui visent à trouver des solutions aux défis de société qui les concernent.
Afin de contribuer à la résolution des problèmes sociétaux et de rendre l'industrie plus compétitive dans l'Union, ce programme prévoit des projets axés sur les missions, dotés d'objectifs audacieux et ambitieux, forts de la participation et du soutien de la population, et présentant une valeur ajoutée pour apporter des solutions aux problèmes que nous rencontrons dans notre vie quotidienne.
Cela sans omettre de continuer à soutenir l'excellence de nos sciences et nos chercheurs. Il est inacceptable que les talents qui existent en Europe soient perdus ou se voient contraints d'émigrer par manque de perspectives. C'est pourquoi Horizon Europe devra consolider les mesures destinées à renforcer notre capacité à attirer et à garder les meilleurs chercheurs. Le Conseil européen de la recherche doit poursuivre l'augmentation de son budget destiné au financement de la recherche, afin que des scientifiques d'excellence travaillent sur des projets à haut risque, qui sont aussi ceux qui présentent un potentiel d'innovation.
Il devra apporter un appui particulier à nos jeunes chercheurs, en augmentant la dotation budgétaire des actions Marie Curie, pour aider ceux qui ont été victimes des coupes budgétaires dans leurs programmes de bourse pendant les années de crise.
Si notre objectif est de disposer d'un système solide et d'excellence dans le domaine de la science et de l'innovation, celui-ci ne peut rester isolé. La mise en place d'un dialogue efficace entre science et société doit être un impératif pour Horizon Europe. Horizon 2020, avec le programme «Science pour et avec la société», a posé les bases de l'amélioration de ce dialogue, mais le budget devrait être revu à la hausse.
Si la science constitue une priorité en matière d'investissement public, il faut que la population partage ses valeurs et reconnaisse le rôle qu'elle joue dans la connaissance et le progrès.
Le texte relatif au programme Horizon Europe sera le fruit des années de labeur législatif, au cours desquelles le Parlement européen, devra imposer, lors des négociations avec le Conseil son objectif de bâtir un système européen de recherche, développement et innovation fort et compétitif. Nous adressons tous nos vœux de réussite à l'ensemble des rapporteurs!

Teresa Riera Madurell
S&D, Espagne (2004-2014)
Membre du groupe de haut niveau consultatif, expert et stratégique en matière de recherche et d'innovation (RISE HL) conseillant le Commissaire européen Carlos Moedas et rapporteure pour le dossier «Horizon 2020».
trierama@gmail.com

L'EUROPE ET LES PROBLÈMES LIÉS À L'INTERNET!

En Europe, dès l'an 2000, nous l'avons dit et écrit sans cesse: l'absence de règles dans l'utilisation des systèmes informatiques aura des conséquences dangereuses. Malheureusement, nous avions encore une fois raison de signaler ce danger et de demander, afin de défendre la légalité et la liberté de tous, qu'aucun système d'information et de communication ne soit accepté s'il ne respectait pas un minimum de réglementation et de protection de la vie privée.
Nous savions que, en particulier dans une société mondialisée, l'absence de règles communes conduirait à des abus et à la manipulation d'informations et de consciences, et que l'incapacité de la majorité des individus à décoder les messages créerait des confusions et ferait passer des mensonges pour des vérités. Malheureusement, l'Europe est restée sourde aux appels de ceux qui, au Parlement, demandaient de combattre ce problème, et aveugle face aux éléments de preuves qui se sont succédé d'année en année.
Sur l'internet ont agi librement des terroristes à la recherche d'adeptes, des individus expliquant comment tuer et exterminer des personnes sans défense, des criminels divers, des trafiquants d'armes, d'êtres humains, de drogues et de médicaments contrefaits, des pédophiles invétérés et des harceleurs, des escrocs et des jeunes qui ont acheté des stupéfiants et sont restés impliqués dans des jeux sexuels, grandissant dans le mythe de l'intimidation et de la violence. Les victimes ont été nombreuses et les dégâts immenses, et pas seulement économiques.
Les données volées à des millions de personnes ont finalement conduit les inventeurs, les gestionnaires de réseaux et les gouvernements à envisager des règles capables de sauvegarder la liberté sur l'internet et les droits à la vie privée des individus, des États et des entreprises.
Nous souhaitons que l'Europe fasse entendre sa voix haut et fort et qu'elle soit ensuite capable de traduire ses paroles en actes.
L'avantage de l'internet, à savoir sa capacité à faire communiquer des mondes éloignés, à étendre la culture, à combattre l'ignorance et les régimes dictatoriaux, à accroître les possibilités d'aide sanitaire et humanitaire et à favoriser l'échange d'idées et d'espoirs, est en grande partie anéanti par cette absence de règles communes qui a permis l'utilisation criminelle des systèmes informatiques, la manipulation des données bancaires, la provocation de crises dans les systèmes aéroportuaires, l'infiltration dans les services de renseignements des États pour arriver à modifier les cadres politiques et institutionnels et à enrichir démesurément ceux qui ont fait de l'illégalité un commerce grâce à leur brillante découverte. De plus, comble du comble, les contribuables payent au niveau national et européen les protecteurs de la vie privée!
Les récentes affaires liées à Facebook, qui a permis à des sociétés tierces d'utiliser des millions d'adresses d'utilisateurs, est un signal d'alarme qui ne peut être ignoré. Les auditions du dirigeant de Facebook devant le Sénat américain et la Chambre des représentants ont servi à montrer que les élus ne connaissaient pas la plateforme numérique dont il était question, et encore moins les problèmes liés aux réseaux sociaux. Il n'en reste pas moins que la question de la réglementation de l'internet reste entière. Les législateurs ne peuvent pas continuer à s'en désintéresser en attendant qu'un autre scandale éclate et bouleverse l'opinion publique. Plus vite ils s'en occuperont, meilleure sera la situation pour tous.

Femme parcourant le réseau social Facebook sur une tablette ©Parlement européen

Cristiana Muscardini
Italie
NA (1989-1999)
UEN (1999-2009)
EPP (2009-2012)
ECR(2012-2014)
c.muscardini@tin.it

ANNÉE EUROPÉENNE DU PATRIMOINE CULTUREL

L'année 2018, Année européenne du patrimoine culturel, est l'occasion pour nous d'apprendre comment partager notre patrimoine grâce aux actions de communication et de sensibilisation menées partout en Europe. Elle a notamment pour objectif de jeter des ponts, tout au long de la décennie internationale pour le rapprochement des cultures (2013-2022).

Nous vivons dans un monde de changements profonds que nous espérons être porteurs de progrès. L'Année européenne du patrimoine culturel est l'occasion de mettre nos différences sous les feux des projecteurs. Ces différences sont continuellement remises en cause par un bouleversement de la notion d'identité nationale au regard de références universelles. Il est essentiel de prendre part, ou au moins de s'intéresser, aux processus ou aux activités qui transcendent cette défaillance.

Nos différences ne sont pas censées être des obstacles à notre communication interculturelle, mais plutôt des sources d'inspiration, d'innovation et d'intégration.

La richesse du patrimoine se transmet aux générations futures. Il faut espérer qu'elle apportera à ces générations un éclairage utile, à savoir: quelle vision formuler pour des valeurs et un patrimoine partagés et respectés de tous dans le futur. Nous pensons ici au corpus intellectuel dont les peuples et les communautés sont les héritiers et qui est transmis aux générations futures. On ne parle pas ici de missiles ou d'armes intelligentes, d'or ou de pétrole. Non, c'est bien plus que ça. Il s'agit du respect des sensibilités de chaque nation, de la diversité des peuples et de leur histoire, d'ouverture d'esprit, d'empathie et de réconciliation équitable, le cas échéant. Il s'agit d'édifier. Et l'écriture, les histoires anciennes et les paysages historiques nous permettent de mieux y parvenir.

Enlèvement d'Europe ©Union européenne

Chaque année, le 24 mai, on célèbre la journée de l'alphabet cyrillique, de la langue et de la culture slave. L'alphabet cyrillique est aujourd'hui utilisé par plus de 300 millions de personnes à travers le monde. En 1980, deux frères – Constantin Cyrille, dit le Philosophe, et Méthode, à l'origine de l'alphabet slave au 9e siècle – ont été proclamés copatrons d'Europe par le pape Jean-Paul II. Cet acte posé a fait naître l'espoir d'un dépassement possible des divisions entre les nations et les peuples d'Europe et du monde entier.

L'Année européenne du patrimoine culturel célèbre 1155 années d'histoire, écoulées depuis l'arrivée des deux frères en Grande-Moravie, et notamment cette partie essentielle de leur mission de toute une vie qu'a été la diffusion d'une écriture, l'introduction d'une langue nouvelle, liturgique et littéraire, et la création d'une école. Leurs disciples ont fait évoluer l'alphabet au départ des «mystérieux caractères» conçus au 9e siècle par les deux frères. Cette ambitieuse entreprise a permis l'intégration des différents groupes de la société. Ils ont appris à être là, l'un pour l'autre, à se serrer les coudes.

Le sens de la communauté et le patrimoine commun peuvent s'avérer une composante essentielle du tissu social européen, un tissu que l'Année européenne du patrimoine culturel s'efforce de mettre en place. Le fait de saisir cette occasion donne l'espoir d'une compréhension commune et d'un respect mutuel. Cela montrerait également un intérêt croissant pour des questions importantes aux yeux des peuples et des communautés.

Les multiples crises et difficultés auxquelles les peuples ont été confrontés au cours des dernières années devraient nous amener – pendant, et après, cette Année européenne du patrimoine culturel et en termes de coopération avec les pays tiers – à mettre en place des moyens plus convaincants et innovants que les nations inventent pour construire ensemble. La démarche devrait ouvrir de nouvelles voies, être sincère, respecter la vérité et être appréciée pour sa valeur. Ces caractéristiques demandent à ce que soit reconnu le principe essentiel: «Nous sommes tous égaux en dignité naturelle».

Mariela Baeva
ALDE, Bulgarie (2007-2009)
mariela.baeva@nanotech-oecdpartner.eu

9 MAI 2018

Pour l'Europe aussi, « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer »

Le mardi 8 mai 2018, jour anniversaire de la fin du plus grand conflit mondial de l'histoire de l'humanité, le Président des États-Unis a allumé «une nouvelle mèche» au Moyen Orient au risque de l'embraser et, avec lui, d'embraser l'Europe et le monde, et ce, en déchirant l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, au mépris de l'Europe qui en paiera un lourd tribut et bien sûr au mépris de tous ceux qui finiront bien par comprendre ce que valent les sourires de M. Trump et quel estime il porte à l'Europe.
Je crains malheureusement que notre Président de la République Française ne s'en rende pas encore compte, malgré, les mesures brutales contre les exportations Européennes vers les Etats Unis qui sont maintenant confirmées.
Face donc à l'arrogance dominatrice et dangereuse de l'Amérique de M. Trump il n'existe qu'une solution : une Europe forte et unie.

Le 9 mai 2018, jour dédié à l'Europe en rappel de la déclaration de Robert Schumann du 9 mai 1950, j'ai rappelé qu'il nous faut et il me faut redire notre engagement européen.
C'est la construction Européenne qui nous a permis d'éviter d'être des «colonies partagées entre l'URSS et les Etats Unis».
C'est la construction Européenne qui nous a assuré 73 ans de paix.
C'est la construction Européenne qui a conduit à la réunification, de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est.
Si l'Union Européenne arrive demain à se ressaisir pour redevenir un réel espoir pour ses peuples, à sortir d'un «tout libéralisme économique» et d'une «économie de marché» sans régulations ni règles communes sociales et fiscales, pour enfin se donner tous les attributs d'une grande puissance politique, sociale culturelle et citoyenne, nous éviterons peut être d'être en permanence pris en tenaille entre des Etats Unis de D. Trump et une Russie de V. Poutine sans oublier la Turquie de M. Erdoguan.
En cette année 2018, et à un an des prochaines élections européennes, fort de mon expérience européenne, je voulais le redire.
L'enjeu est de taille et nous devons tous le comprendre et l'intégrer dans nos comportements.
Il ne suffit pas de multiplier les contacts entre les dirigeants de chaque pays européen et M. Trump pour donner un nouveau souffle à l'Europe.
Il faut repartir « d'un noyau dur » sans esprit de domination de qui que ce soit en son sein, se mettre d'accord sur l'essentiel en laissant de côté l'accessoire, cesser de rechercher l'unanimité à tous prix de ses 28 membres, en rappelant nos valeurs à chacun d'entre eux sans transiger sur leurs conséquences sur les politiques de chaque pays membre.
C'est l'enjeu vital de l'année qui vient!
M. Macron, le Président Français avait, depuis un an, une chance d'avancer dans ce sens, beaucoup des conditions de réussites étant remplies. Il a malheureusement échoué.
Au demeurant, je veux croire, là aussi, en «l'école de la deuxième chance»…
«Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer».

Journée portes ouvertes 2018 à Bruxelles © Parlement européen

Gérard Caudron
France
PSE (1989-2002)
GUE (2002-2004)
gcaudron@nordnet.fr

ÉDITION 2018 DE «STRASBOURG À VÉLO»

En 2002, j'ai fait mes débuts au Parlement européen en tant que député du parti des Verts flamand, et en guise de manifeste en faveur du vélo comme moyen de transport pour se rendre au travail, mon épouse et moi-même avons fait le trajet de Bruxelles à Strasbourg à vélo en cinq jours, avec des bagages et une petite tente.
En 2003, j'ai organisé un voyage à destination de Strasbourg à bicyclette pour les députés au Parlement européen de tous bords et le personnel, auquel plus de dix députés ont participé. Les bagages ont été transportés dans une fourgonnette conduite par un chauffeur du Parlement. Il s'agissait en outre de manifester notre opposition au déplacement mensuel du Parlement à Strasbourg et aux coûts excessifs que cela engendre (en termes financiers et en émissions carbone).
En 2008, des membres du personnel du Parlement ont organisé la première édition du «Strasbourg à vélo» pour les vélos de course. Cette année a marqué la dixième édition et ils m'ont invité à y participer, ce que j'ai fait. Ce fut une expérience formidable. Ils étaient très bien organisés: une camionnette pour y mettre les bagages, les bananes et l'eau.

Les participants de la SàV en face du Parlement européen à Bruxelles

Nous faisions quelques arrêts chaque jour et nous dormions dans des petits hôtels. Cette année l'équipe était composée de 22 personnes, 4 femmes et 18 hommes. Notre aventure a commencé le vendredi 29 juin à 9 heures depuis le bâtiment du Parlement à Bruxelles. Finlandais, Lettons, Roumains, Allemands, Néerlandais, Français, Belges, et même Norvégiens.
Nous étions divisés en trois groupes, et chaque groupe allait à son propre rythme. J'étais dans le groupe le plus lent...
Le premier jour nous avons parcouru 143 km jusqu'à Chimay, un trajet le plus souvent plat le long des canaux et d'une ancienne voie de chemin de fer (Ravel).
Le deuxième jour nous n'avons parcouru «que» 122 km jusqu'à Orval, mais le trajet était très vallonné et la chaleur intense et incommodante.
Le troisième jour (dimanche) a été le jour le plus dur, avec une distance record de 216 km: nous sommes partis à 6 h 30 heures pour arriver à 21 heures. Une journée particulièrement longue, agrémentée d'une crevaison de l'un de mes pneus. Partis d'Orval, nous avons déjeuné à Metz et avons continué jusqu'à Sarrebbourg.
Le dernier jour était «facile»: seulement 97 km, principalement le long du canal de Strasbourg, et arrivée à 14 h 30.
Pas de fanfare pour nous accueillir; les participants ont pris une douche et sont allés travailler.
Après le travail, nous avons bu quelques bières au Swan Bar... et la Belgique a gagné contre le Japon!
J'ai de l'admiration pour les personnes qui ont organisé la course et pour tous les participants. Nous avons réellement constitué un bon groupe.
C'est ça, le véritable esprit européen.
Merci, et à l'année prochaine!

Les participants de la SàV en face du Parlement européen à Strasbourg

Jan Dhaene
Verts/ALE, Belgique (2002-2004)
jandhaene@telenet.be

FOCUS

OPINION PUBLIQUE DE L'UE

©Shutterstock

SANS VÉRITÉ, PAS DE DÉMOCRATIE

Nous sommes encore loin de savoir quelles seront au juste les conséquences du Brexit. La décision prise par le peuple britannique lors du référendum a déstabilisé l'Union et porté un coup terrible au projet européen en le plongeant dans l'incertitude. Même si les négociations en cours permettront sans doute d'en pallier les effets les plus négatifs, nous sommes tous conscient du choc que représente le Brexit pour l'Union européenne, sur laquelle plane désormais le spectre de l'effet domino. Dans cette tourmente, il y a une question que tous ceux qui, comme nous, croient fermement au projet d'une Europe unie et plurielle n'auront pas manqué de se poser: les Britanniques auraient-ils voté de la même manière si on leur avait dit la vérité sur ce que signifiait l'appartenance à l'Union? Si les tabloïds les plus lus ne s'étaient pas complus dans un tissu de mensonges et d'accusations démagogiques? Nous sommes nombreux à penser que le résultat du référendum aurait été bien différent. Le débat au Royaume-Uni sur la décision de quitter ou non l'Union européenne a été irrémédiablement pollué par toute sorte de mensonges éhontés concoctés par des journalistes sans scrupules et des personnalités politiques promptes à se vautrer dans le populisme le plus abject. Le résultat, nous le connaissons: il a été dévastateur. Le Brexit n'est, malheureusement, qu'un exemple parmi tant d'autres de manipulation de l'opinion publique que l'histoire – et pas seulement la plus récente – a à nous offrir. De la «possession d'armes de destruction massive» utilisée comme argument pour déclencher une guerre aux provocations inventées de toutes pièces pour justifier une invasion, l'histoire nous rappelle que l'opinion publique est démunie face aux mensonges de ceux qui cherchent à la manipuler pour servir leurs propres intérêts. Les nouveaux canaux de diffusion de l'information, et en particulier les réseaux sociaux, n'ont fait qu'accroître la vulnérabilité de la société face à la désinformation et au déluge de propos fallacieux. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la capacité de mentir à l'opinion publique et de la manipuler n'est plus l'apanage du pouvoir, qu'il soit politique ou médiatique. En effet, l'influence des réseaux fait que des groupes plus ou moins organisés peuvent eux aussi influencer l'opinion publique en la trompant à dessein. Le mensonge s'est «démocratisé».

"Le Brexit n'est, malheureusement, qu'un exemple parmi tant d'autres de manipulation de l'opinion publique que l'histoire – et pas seulement la plus récente – a à nous offrir."

Une telle situation est des plus préoccupante et constitue une très grave menace pour la démocratie. Les pouvoirs publics, toujours en consultation avec la société civile et les associations professionnelles de journalistes, les universités et d'autres parties prenantes, doivent défendre les bonnes pratiques journalistiques et veiller à ce que les médias publics fournissent aux citoyens des services d'information variés et de qualité. L'information est l'un des piliers de la démocratie. Sapée par les mensonges, elle s'effrite et finit par entraîner tout l'édifice dans sa chute. Le défi n'est pas facile à relever: il ne s'agit pas de sacrifier la liberté d'expression, que cette Europe qui est la nôtre a tant peiné à obtenir et qui n'est toujours qu'un rêve lointain dans de nombreuses régions du monde. Il est impensable de vouloir appliquer des «mécanismes de contrôle» de l'information, susceptibles de dérives et donc d'étouffer la critique et la contestation légitimes.
Garantir la véracité de l'information sans entraver la liberté d'expression est ainsi l'un des défis majeurs pour les pouvoirs publics à l'ère de ce qu'on a pris l'habitude d'appeler la «société de l'information» et qu'un rien risque de transformer en société de la désinformation. Il est indispensable d'éduquer les citoyens à la communication et aux médias, ainsi que de former les étudiants aux techniques de façonnage de l'opinion publique et aux règles de base (sources, point de vue nuancé) que doit respecter toute information pour être considérée comme fiable et véridique. Le XXIe siècle sera celui de la manipulation massive si nous n'agissons pas à temps pour former des citoyens doués d'esprit critique et capables de discerner la vérité de la tromperie la plus abjecte.

Jordi Sebastià Talavera
Ancien député et journaliste
Verts/ALE, Espagne (2002-2004)
jordi.sebastia@europarl.europa.eu

LES NOUVELLES TENDANCES DE L'OPINION PUBLIQUE

Depuis 2007, l'unité du suivi de l'opinion publique de la DG Communication réalise des enquêtes Eurobaromètre pour le Parlement européen. À moins d'un an des prochaines élections européennes, la dernière enquête Eurobaromètre du Parlement montre que les citoyens sont toujours de plus en plus favorables à l'Union européenne. L'indicateur Eurobaromètre mesurant le soutien des citoyens à l'adhésion à l'Union européenne n'a cessé d'afficher de bons résultats au fil des ans. Ce sentiment favorable s'est pourtant encore considérablement renforcé en 2018, 60% des citoyens de l'Union estimant que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose. Plus encore, il apparaît que 67% des répondants considèrent que leur pays a tiré des bienfaits de son appartenance à l'Union, ce qui est le taux le plus élevé enregistré depuis 1983.
De même, pour la première fois depuis dix ans, une majorité relative de personnes interrogées (48%) estiment que leur voix compte dans l'Union. La courbe de cet indicateur montre que cette évolution positive a débuté au cours de la seconde moitié de l'année 2016, ce qui témoigne de l'électrochoc provoqué par le référendum sur le Brexit.

L'indicateur Eurobaromètre mesurant le soutien des citoyens à l'adhésion à l'Union européenne n'a cessé d'afficher de bons résultats au fil des ans. Ce sentiment favorable s'est pourtant encore considérablement renforcé en 2018, 60% des citoyens de l'Union estimant que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose. Plus encore, il apparaît que 67% des répondants considèrent que leur pays a tiré des bienfaits de son appartenance à l'Union, ce qui est le taux le plus élevé enregistré depuis 1983.

Le ressenti des citoyens à l'égard des prochaines élections européennes laisse également apparaître des évolutions intéressantes. Les citoyens de l'ensemble de l'Union européenne considèrent le processus des Spitzenkandidaten comme un élément capital de la vie démocratique de l'Union. En 2014, les électeurs européens ont pu participer indirectement à l'élection du président de la Commission européenne pour la première fois. Aujourd'hui, près de la moitié des citoyens de l'UE-27 (49%) affirment que la réédition de ce processus les inciterait à aller voter lors des prochaines élections européennes. La procédure des candidats chefs de file évoque nettement chez les personnes interrogées un «accroissement de la transparence» (63%), un «progrès notable pour la démocratie européenne» (61%) et un «renforcement de la légitimité de la Commission européenne» (60%). En revanche, moins de la moitié des répondants estiment que ce processus est de nature à empêcher les gouvernements nationaux de choisir le meilleur candidat (46%) ou qu'il n'a pas d'incidence réelle (45%).
Et qu'en est-il des enjeux du scrutin? Au cours de la campagne électorale, les Européens veulent entendre parler de sécurité au sens large, et en particulier de l'immigration. Les questions liées à leur prospérité et à leur bien-être personnels sont aussi au cœur de leurs priorités.

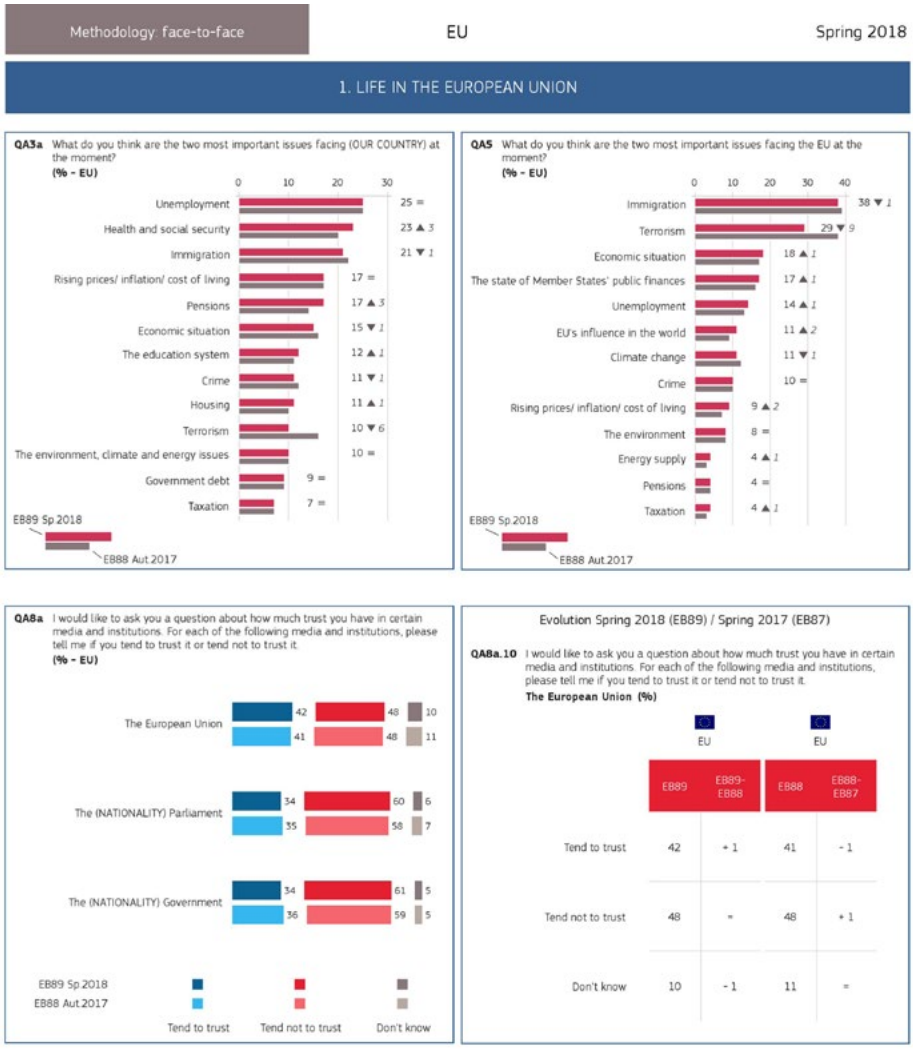
Conférence sur les fausses nouvelles: 'Comment combattre les fausses nouvelles en Europe' le 8 mai à partir de 9h30 au Circulo de Bellas Artes à Madrid ©Parlement européen

Les sondés sont 49% à citer la lutte contre le terrorisme parmi les thèmes prioritaires de la campagne; viennent ensuite la lutte contre le chômage des jeunes (48%), l'immigration (45%), l'économie et la croissance (42%). Près d'un tiers d'entre eux mentionnent la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement (35%). La défense des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que la protection sociale des citoyens de l'Union sont citées parmi les priorités de 32% des personnes interrogées.

Les Européens sont aussi attachés à la démocratie, tant au niveau de l'Union que dans leur pays, le contexte économique paraissant avoir une incidence directe sur leur point de vue. La majorité des personnes interrogées sont toujours satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays (55%) et dans l'Union (46%), même si la situation diffère d'un pays à l'autre. Cela apparaît encore plus clairement lorsque le niveau de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie est mis en parallèle avec le PIB par habitant des pays ainsi qu'avec leur taux de chômage actuel. Entre 2013 et 2018, plus de 70 nouveaux partis et alliances politiques ont vu le jour dans les États membres de l'Union, dont certains ont remporté un succès en protestant contre la classe politique en place. Invités à se positionner par rapport à une série d'affirmations sur ces nouveaux partis et mouvements, la moitié des personnes interrogées estiment que ces partis ou mouvements ne représentent pas une menace pour la démocratie, tandis que plus d'un tiers (38%) pensent le contraire. Elles sont 70% à considérer que l'opposition à quelque chose ne suffit pas à elle seule et n'est pas de nature à apporter une amélioration. 53% des citoyens pensent que les nouveaux partis et mouvements seraient à même d'élaborer des solutions plus efficaces que la classe politique en place et 56% estiment qu'ils peuvent induire de réels changements.

Le regard porté par les citoyens sur l'importance des élections européennes par rapport aux scrutins nationaux n'évolue guère: 68% des Européens déclarent qu'il est «très important» de voter lors des élections nationales contre 49% pour les élections européennes. Cela étant, à douze mois des élections européennes, près d'un tiers des répondants (32%) savent que ces élections se déroulent en 2019. Un répondant sur deux (50%) déclare s'intéresser aux élections européennes.

Philipp M. Schulmeister
Chef de l'unité de surveillance de l'opinion publique
Philipp.schulmeister@ep.europa.eu
@pschulmeister



Eurobaromètre Standard 89 - Mars 2018 ©Parlement européen

FAKE NEWS ET INFLUENCE DANS LES SONDAGES

Par «fausses informations» (fake news), on entend une série d'informations et de contenus agencés dans un but particulier qui n'est généralement pas d'informer.

"Les réseaux sociaux assurent une propagation rapide de l'information, y compris à l'aide d'outils informatiques qui relaient celle-ci à grande échelle. Plus la diffusion est rapide, plus il est difficile aux agences de presse et aux journalistes de vérifier l'authenticité de l'information avant qu'on exige d'eux la preuve de sa véracité".

Il existe toute une palette de possibles dans cette catégorie: propagande, diffamation, théorie conspirationniste, canular fabriqué de toutes pièces pour dissimuler la réalité des faits (hoax), contenu sponsorisé (clickbait), satire, discours de haine, ou encore simple erreur. Chacune de ces informations reflète une stratégie de communication spécifique reposant sur différents moyens de diffusion. Les réseaux sociaux assurent une propagation rapide de l'information, y compris à l'aide d'outils informatiques (notamment les bots) qui relaient celle-ci à grande échelle. Plus la diffusion est rapide, plus il est difficile aux agences de presse et aux journalistes de vérifier l'authenticité de l'information avant qu'on exige d'eux la preuve de sa véracité. Ces informations suspectes se multiplient en particulier en période d'élections; elles peuvent être créées facilement en détournant des images, des enregistrements audio ou des vidéos et en les insérant dans des contextes différents de la situation d'origine, en mêlant satire et informations véritables, en présentant des données trafiquées ou difficilement vérifiables, etc.

Conférence sur les fausses nouvelles: 'Comment combattre les fausses nouvelles en Europe' le 8 mai au Círculo de Bellas Artes à Madrid ©Parlement européen

La découverte et la propagation de Fake News à partir de l'analyse des données volumineuses et des opérations d'intelligence artificielle - FANDANGO

L'objectif de FANDANGO est d'agréger et de vérifier différentes typologies de données d'actualités, de sources médiatiques, de médias sociaux, de données ouvertes, afin de détecter les fausses nouvelles et fournir une communication plus efficace et vérifiée pour tous les citoyens européens.
Ce projet vise à briser les barrières d'interopérabilité des données en fournissant des techniques unifiées et une plate-forme de Big Data intégrée pour soutenir les industries des médias traditionnels face à la nouvelle économie de données «data» avec une meilleure transparence aux citoyens sous prisme responsable, recherche et innovation.
Plus d'infos sur: www.fandango-project.eu

Devant une telle variété d'informations (texte et multimédia), la rapidité de leur diffusion et le nombre de thèmes concernés, le recours à des pratiques et à des instruments de vérification de l'information (fact-checking), qui font appel à l'intelligence artificielle et s'appuient sur des technologies des mégadonnées pour agir à grande échelle, est de plus en

©iStock

plus fréquent. L'apprentissage automatique (machine learning) permet de roder des algorithmes qui repèrent la syntaxe typique des articles mensongers, sans conteste plus efficaces que les algorithmes spécialisés s'intéressant au contenu de l'information, difficilement vérifiable.
La vérification des informations incombe au premier chef aux journalistes mais, depuis peu, les réseaux sociaux tels que Facebook ont commencé à prendre certaines précautions en intégrant des outils numériques à la vérification des photos et vidéos, afin de réduire le nombre de canulars et de fausses informations dont la publication a récemment marqué les campagnes électorales dans plusieurs pays.
Dans le monde entier, de nouvelles formes de sensibilisation de l'opinion publique émergent, qui visent à attirer une audience et se veulent avant tout faciles à comprendre: ainsi, les mêmes simplifient au maximum l'information et sont échangés sur les réseaux sociaux bien plus rapidement et plus facilement que les autres contenus. Pour comprendre leur sens, il faut interpréter le texte et l'image dans le même temps, ce qui complique la vérification.
Le nombre de recherches coordonnées par des universités américaines fournissant la preuve de l'influence exercée par les fausses informations sur le résultat des élections présidentielles de 2016 aux États-Unis est en hausse. Une étude menée par les universités de Princeton et d'Exeter et le Dartmouth College, publiée en 2018, démontre ainsi qu'un Américain sur quatre a déjà visité un site internet de fake news et que ce type de comportement a été observé tout particulièrement chez les partisans de Trump, qui cherchaient des contenus allant dans le sens de leurs convictions. Ce phénomène porte un nom: l'exposition sélective à la désinformation. Parmi les partisans de Trump, 40 % ont lu au moins un article tiré d'un site dédié aux fausses nouvelles sur leur candidat.
L'avènement de l'ère de la «post-information» en politique et dans le processus de formation de l'opinion publique est si bien accepté que l'Oxford Dictionary lui consacre une entrée: «In this era of post-truth politics, it's easy to cherrypick data and come to whatever conclusion you desire» (en cette ère de post vérité, il est facile de choisir les données qui vous arrangent et de leur faire dire ce que vous voulez). Ironiquement, plusieurs sondages indiquent que, du fait des théories conspirationnistes relayées sur les réseaux sociaux, la majorité des Américains est convaincue que les grandes chaînes d'information télévisées et les journaux même diffusent de fausses informations. C'est pourquoi de nombreuses personnalités politiques préfèrent Twitter pour communiquer avec leur électorat. Par exemple, l'ambassade de Russie à Londres a créé un club virtuel proposant aux utilisateurs de Twitter des concours réguliers à l'issue desquels des prix sont tirés au sort, et même des invitations à la résidence de l'ambassadeur s'ils acceptent que leur compte soit utilisé pour retweeter automatiquement les publications officielles.
Le phénomène des fausses informations, qui soulève un important intérêt sur les plans technologique et social du fait de ses effets perturbateurs, risque d'occuper le devant de la scène pendant quelques années encore. Pour le combattre et l'endiguer, la seule arme est la sensibilisation du grand public.

Monica Franceschini

Monica Franceschini
Solution Architecture Manager - Données et analyses
Fake News découverte et propagation à partir de Big Data Analysis et d'intelligence artificielle Operations-FANDANGO
monica.franceschini@eng.it
@twittmonique

LES ATTITUDES DU PUBLIC VIS-À-VIS DU BREXIT

Cela fera bientôt 16 mois que l'invocation de l'article 50 a marqué le début du retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. La confiance en la promesse d'obtenir un «bon accord pour la Grande-Bretagne», formulée par l'ancien ministre du Brexit David Davis, s'est progressivement dégradée. Pourtant, peu de signes probants indiquent que les électeurs ont changé d'avis sur le bien-fondé de leur vote.

Peu de temps avant l'invocation de l'article 50, le sondage mené par NatCen auprès d'une série d'échantillons aléatoires en février 2017 a déterminé qu'un tiers des électeurs (33%) estimait que le Royaume-Uni obtiendrait un bon accord avec l'Union, tandis qu'un pourcentage un peu plus élevé (37%) pensait le contraire. Ces statistiques ont bien changé. En juillet 2017, le pourcentage d'électeurs estimant que le Royaume-Uni décrocherait un bon accord avait chuté à 25%, et 44% pensaient que le pays sortirait perdant des négociations. En octobre 2017, le taux de pessimisme avait encore augmenté: seuls 19% pensaient que le Royaume-Uni négocierait un bon accord, alors que plus de la moitié (52%) estimait le contraire. Les données les plus récentes, récoltées par ORB juste avant la démission de M. Davis et de son collègue du cabinet Boris Johnson, vont dans le même sens: une majorité claire de la population (56%) pense désormais que Theresa May ne parviendra pas à obtenir «le bon accord pour la Grande-Bretagne», ce qui marque une hausse de 20 points de pourcentage depuis fin 2016.

Nos données montrent que ce pessimisme ne se limite plus à ceux qui souhaitaient rester dans l'Union. Avant l'invocation de l'article 50, un peu plus de la moitié (51%) des électeurs partisans du Brexit estimaient que les négociations sur le Brexit déboucheraient sur un bon accord pour le Royaume-Uni; en octobre 2017, ce pourcentage avait chuté à 28%. Pourtant, peu de signes indiquent que les électeurs ont changé d'avis sur la sortie de l'Union. Divers instituts de sondage suggèrent que la petite majorité souhaitant quitter l'Union serait devenue une petite majorité souhaitant y rester. Mais ces éventuels changements de camp semblent résulter principalement des déclarations d'une proportion de personnes n'ayant pas voté au référendum et selon lesquelles ils voteraient aujourd'hui pour rester.

"Cela fera bientôt 16 mois que l'invocation de l'article 50 a marqué le début du retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. La confiance en la promesse d'obtenir un «bon accord pour la Grande-Bretagne», formulée par l'ancien ministre du Brexit David Davis, s'est progressivement dégradée!"

Dans ce contexte de mécontentement croissant vis-à-vis du processus du Brexit, en particulier chez les votants favorables au retrait, comment se fait-il que le soutien en faveur de la sortie de l'Union reste relativement stable? Il semble qu'au lieu de remettre en cause le bien-fondé de leur choix, les électeurs accusent les politiciens des deux camps de ne pas parvenir à suivre le cap qu'ils se sont fixé. D'après le sondage NatCen, le pourcentage de partisans de la sortie qui pensent que le gouvernement du Royaume-Uni gère mal les négociations du Brexit a augmenté de 23 points entre février et octobre 2017, et le pourcentage estimant que l'Union est en cause a augmenté de 16 points.

Il reste à voir si le dernier remous politique à Westminster affectera le niveau global de soutien au Brexit. Cependant, il semble que les partisans de la sortie ne remettent pas en question leur vision du monde, mais plutôt la capacité des politiciens à la mettre en œuvre.

Nancy Kelley
Directeur général adjoint
NatCen - Recherche sociale qui fonctionne pour la sociétéNancy.
Kelley@natcen.ac.uk
@Nancy_M_K

Ian Montagu
Chercheur
NatCen - Recherche sociale qui fonctionne pour la société
Ian.montagu@natcen.ac.uk
@IanMontagu

ACTIVITÉS DE L'AAD

European Parliament Former Members Association
Association des anciens députés au Parlement européen

SOUTIEN À LA DEMOCRATIE

NEUVIÈME ASSEMBLÉE

J'ai eu l'honneur de représenter l'AAD à la neuvième assemblée du Mouvement mondial pour la démocratie, organisée du 6 au 9 mai, à Dakar (Sénégal), et axée cette année sur le thème «Construire des partenariats stratégiques pour le renouveau démocratique». Plus de 400 défenseurs de la démocratie, professionnels, donateurs et universitaires du monde entier ont participé à cette assemblée, organisée par le Mouvement mondial pour la démocratie, le Fonds national pour la démocratie et l'Institut démocratique national. Le principal objectif était d'examiner les problèmes qui se posent à l'heure actuelle dans certains pays en matière de démocratie. Les débats se sont articulés autour de trois grands thèmes: la défense de l'espace démocratique contre les tentations autoritaristes, le renforcement de l'unité démocratique par des partenariats intersectoriels et intergénérationnels et l'intégrité de l'information face aux menaces croissantes que la désinformation, les cyberattaques et les problèmes de gouvernance font peser sur l'internet. Juste avant l'assemblée, j'ai participé à la réunion du groupe de travail des parlementaires et des réseaux parlementaires et politiques. Des parlementaires originaires des États-Unis, du Canada, d'Afrique du Sud, de Gambie, d'Ukraine et d'Australie et des représentants de partis et d'associations parlementaires ont débattu de la façon de renforcer et d'améliorer la collaboration et la coordination entre les associations parlementaires et les groupes politiques (tels que le Réseau libéral africain par exemple) dans le but de peser davantage en faveur de la démocratie et les droits de l'homme. Le Parlement européen était représenté par la députée Ana Gomes. Lors de cette réunion, j'ai eu l'honneur de présenter les actions entreprises par l'AAD pour soutenir la démocratie, les valeurs fondamentales et les droits de l'homme. J'ai également communiqué les résultats de l'assemblée générale annuelle de l'association.

Une majorité des participants au groupe de travail ont appuyé l'idée d'une lettre ouverte que pourraient signer les députés, anciens députés et responsables politiques en y ajoutant chacun une brève déclaration sur la façon dont les parlementaires peuvent contribuer au renouveau démocratique. Cette initiative pourrait être liée à la Journée internationale de la démocratie (15 septembre) et faire l'objet d'une campagne sur les réseaux sociaux. Cette idée a été débattue dans un atelier de l'Assemblée intitulé: «Établir des liens entre les associations parlementaires afin de promouvoir des normes et des systèmes démocratiques». C'était la deuxième occasion de présenter des activités de l'AAD dans le domaine des missions d'observation électorale, du renforcement des capacités, de la médiation et des questions relatives aux droits de l'homme.

La dernière partie de l'Assemblée, très émouvante, a été consacrée aux Democracy Courage Tributes, qui rendent hommage aux militants et aux mouvements du monde entier qui luttent pour défendre la démocratie et les droits de l'homme dans des circonstances

particulièrement difficiles. Pour l'année 2018, les Democracy Courage Tributes ont été décernés:

- à "Advocates for rule of law in Africa" (remis à Thulisile Madonsela, ancienne Médiatrice de la République sud-africaine);
- à "Human rights lawyers in China" (remis à Jin Bianling, épouse de Jiang Tianyong, prisonnier politique);
- à "Nightwatchers", groupe de photoreporters philippins (remis à Raffy Lerma et Ezra Acayan, des Nightwatchers).

Le fait que tant de personnes participent à la défense et à la promotion de la démocratie dans le monde permet d'être raisonnablement optimiste sur cette forme de gouvernance et d'ordre social. Il est clair que les parlementaires ont un rôle important à jouer pour défendre et renforcer la démocratie. Cela vaut également pour les anciens députés, qui peuvent mettre leur expérience et leurs connaissances au service des valeurs démocratiques, et la Neuvième assemblée n'a fait que me renforcer dans cette conviction.

Filip Kaczmarek
PPE-DE, Pologne (2004-2014)
Filip.Kaczmarek@ue.poznan.pl

VISITE SOUS LA PRÉSIDENCE UE

VISITE DE JUIN 2018 EN BULGARIE

Ce voyage s'adressait aux anciens députés au Parlement européen et était organisé par Brigitte Langenhagen. Un groupe composé de 19 anciens députés britanniques, français, allemands, bulgares, néerlandais, espagnols, tchèques, finlandais et polonais issus de 5 partis politiques.

Pour moi, cette visite était chargée d'une émotion particulière. La première fois que je me suis rendue en Bulgarie, c'étaient les premières élections libres après la chute du mur de Berlin. J'y suis ensuite retournée en qualité observateur au titre de vice-présidente de la délégation du PE pour les relations avec la Bulgarie. Mon accompagnateur sur place s'appelait Stefan Tavrov. Il deviendra plus tard ministre des affaires étrangères, puis ambassadeur à Londres, à Rome, à Paris et aux Nations unies. Il continue de suivre la politique européenne.

Par la suite, j'ai rédigé et étudié tous les rapports bulgares d'adhésion quand je siégeais à la commission des affaires étrangères sous la présidence d'Otto von Habsburg.

Nous avons rencontré Mme Monika Panayotova, vice-ministre en chargé des relations avec le PE et membre de l'AAD. Elle a reçu des questions délicates et les interrogations entourant l'élargissement aux Balkans occidentaux ont d'emblée servi de fil rouge à nos discussions qui ont, porté sur des thèmes maintes fois ressassés.

Les bâtiments accueillant le parlement sont un mélange de XIXe siècle et d'architecture communiste massive et imposante. Ils sont sillonnés de corridors XXL. Dans tous les bâtiments, on peut contempler des peintures de différentes époques. Elles valent, à elles seules, le déplacement. N'oublions pas que le PE dispose d'une superbe collection d'art internationale.

Nous avons eu des discussions avec Dzhema Grozdanova, présidente de la commission des affaires étrangères, et Kristian Vigenin, président de la commission des affaires européennes, ainsi qu'avec Iliana Iotova (ancienne députée au PE), vice-présidente de la République. Nous avons abordé la nécessité de réformer l'accord de Dublin de 2007, le manque de clarté du budget, la question des droits de l'homme, l'excès de bureaucratie et les lourdeurs administratives, ainsi que la crise, non pas économique mais des valeurs morales.

S'en est suivi un petit intermezzo culturel avec la visite de la ville antique de Plovdiv, dans le sud du pays, qui fut conquise par les Thraces, les Macédoniens, les Romains etc.

La ville de Plovdiv accueille un opéra national et une compagnie dirigée par Luciano Di Martino. Ce chef d'orchestre italien s'est déjà distingué par le passé en Allemagne. Il a mis sur pied un spectacle où Mark Fowler, Svetlana Ivanova et Evgenia Ralcheva ont interprété des airs de La Bohème et de La Traviata, accompagnés au piano par Ralitza Boteva, le tout dans un cadre restauré avec le plus grand soin. La Bulgarie est connue pour ses chanteurs et musiciens de talent. Ce spectacle a enchanté les anciens députés au PE.

Mais les discussions et les spectacles culturels ne doivent pas faire oublier que la Bulgarie est célèbre pour sa cuisine et ses vins.

L'académie militaire, fondée en 1912, était au programme du dernier jour. Le tsar Ferdinand a légué le parc environnant et ses arbres magnifiques, comme à Euxinograd et à Varna. Le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg a accédé au trône en 1886 et a succédé au prince Alexandre de Battenberg. Il régna 30 ans sur la Bulgarie, un règne marqué par l'influence de sa mère Clémentine, fille cadette de Louis-Philippe Ier, dernier roi des Français.

Notre collègue finlandais, Henrik Lax nous a rappelé l'importance des élections européennes de l'année prochaine. Il est revenu sur la pression subie par l'Europe avec les flux de réfugiés et de migrants qui déferlent sur le continent. Il a abordé les progrès économiques qui permettent à l'Union d'asseoir sa légitimité, de défendre ses valeurs et de lutter pour la démocratie. Le marché unique, une des principales réalisations de l'Union européenne, subira un sérieux revers si, à la suite du Brexit, le Royaume-Uni quitte l'union douanière.

Je tiens à remercier Brigitte, Elisabetta et son équipe, et, nos hôtes bulgares, en premier lieu Hristo Kraevski, représentant permanent de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie auprès du PE, pour cette visite organisée de main de maître, sans la moindre fausse note.

Baroness Patricia Rawlings
PPE-DE, Royaume-Uni (1989-1994)
rawlingspe@parliament.uk

LA BULGARIE, TOUJOURS ENTRE DEUX EAUX

En se plongeant dans l'atmosphère nostalgique de Sofia, avec ses bâtiments du 19e siècle et ses terrasses de restaurant, je ne pouvais pas croire que dix ans après son adhésion à l'UE (et la dernière visite de l'AAD), ce pays reste toujours fermement tenu par ses anciens dirigeants et décideurs politiques.
Avec un PIB de 8 064 euros par habitant, la Bulgarie est, avec 21,8%, l'un des pays au taux de pauvreté le plus élevé de l'Union européenne (le PIB de l'Allemagne est de 41 936 euros).
Étant donné que notre visite avait trait à la présidence du Conseil, cela demandait plus d'effort au milieu de cette agitation de rencontrer des personnalités politiques importantes. À la Commission des affaires étrangères, de l'Europe et des Fonds de l'UE, les déclarations des orateurs ont rendu difficile l'obtention de réponses à nos nombreuses questions.
L'ancienne députée européenne Monika Panayotova, maintenant ministre de la présidence du Conseil, a été réceptive aux questions et était plus disposée à apporter des réponses concrètes et a tenu un discours bien structuré sur les objectifs et les priorités de la présidence.
La vice-présidente de la République de Bulgarie, Illiana Jotova, avec laquelle nous avons obtenu un rendez-vous grâce à la bonne organisation de notre secrétaire générale, s'est montrée ouverte à nos questions et a souligné son attachement à la démocratie et aux droits de l'homme.

Réunion avec Iliana Iotova, Vice-présidente de la République de Bulgarie

Nous avons passé un moment intéressant à l'Académie militaire de Rakovski, où notre conférencier en politique étrangère, Henrik Lax (Finlande), s'est adressé à l'auditoire pour réclamer la solidarité de tous les États membres de l'UE à propos des sanctions contre la Russie.
Malheureusement, il n'y a pas eu de questions de la part des officiers masculins et féminins.
Qu'attendent les bulgares de l'Union européenne en dehors de la manne financière ?
Alors que 16% de la population (selon le Financial Times) est pour la sortie de l'Union européenne, de nombreux démocrates sensibles aux valeurs occidentales espèrent des changements politiques grâce à des contacts renforcés avec l'Occident (programme Erasmus).
Les subventions de l'UE (Fonds de cohésion) sont également utilisées à mauvais escient, comme en témoignent les allocations de fonds accordées aux médias imprimés et aux radiodiffuseurs pro-gouvernementaux afin de «créer un environnement médiatique».
Par ailleurs, les informations des journalistes montrent que les grands journaux rachetés par les oligarques ne tiennent que des propos élogieux vis-à-vis de leurs propriétaires, en particulier durant les campagnes électorales. Dans le classement pour la liberté de la presse (Reporters sans Frontières) la Bulgarie a glissé à la 111e place.
Comme on ne trouve que des travailleurs bon marché mais pas qualifiés, les investissements étrangers ont reculé, comme c'est le cas en Roumanie. Les travailleurs qualifiés ont déjà émigré, 67 000 d'entre eux seulement vers l'Allemagne, représentant 1% de la population.
Le mécontentement des Bulgares vis-à-vis de leurs partis et de leur politique (procédure pour corruption) pourrait s'exprimer par le fait que 33% de la population a voté pour la création d'un nouveau parti.
Dans ces circonstances, la Commission européenne devrait considérer tout élargissement de l'Union européenne vers l'ouest des Balkans très attentivement. Les Bulgares sont aussi critiques vis-à-vis d'une adhésion de la Serbie à l'Union européenne.
Par ailleurs, la proposition d'intégration de la Bulgarie dans la zone euro est controversée à cause de sa capacité à adopter l'euro.
Sans convergence durable au-delà de la simple satisfaction aux critères nominaux, l'adhésion ne devrait pas être envisagée. Elle suppose également d'adhérer à l'union bancaire établie au préalable comme instance de contrôle, ce que le gouvernement de Sofia rejette.
Au cours d'une visite à Plovdiv, avec son amphithéâtre romain, on s'est demandé si les liens culturels n'étaient pas plus importants que de toujours vouloir à chaque fois se partager la gamelle européenne.

Ursula Braun-Moser
PPE-DE, Allemagne (1984-1994)
braunmoser@aol.com

LE PLUS DU MOINS

Malgré les nombreux succès qu'elle a connus au fil des ans, l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à des difficultés inédites: dans certaines régions, la démocratie semble mise à mal; les réfugiés et les migrants économiques sont à l'origine de tensions au sujet de l'immigration; la stabilité de la zone euro semble menacée; la Russie de Vladimir Poutine représente un danger pour l'Union européenne; et la présidence de Donald Trump est totalement imprévisible.

Pourtant, d'après les sondages d'opinion, l'Union européenne se porte plutôt bien. Fin 2017, des sondages sur l'appartenance à l'Union ont révélé que 90% des Irlandais considéraient qu'elle était «une bonne chose». Même en République tchèque, en Grèce et au Royaume-Uni, plus de 55% des citoyens avaient une opinion positive de l'appartenance à l'Union. En 2016, le Royaume-Uni n'a-t-il pas voté, par une faible marge certes, pour le Brexit? Et les partis eurosceptiques et d'extrême-droite ne sont-ils pas en train de gagner du terrain dans dix États membres, de la Finlande à la Hongrie? Il ne faut pas considérer le soutien de l'opinion publique à l'Union comme acquis.

Au Royaume-Uni, la plupart des députés sont pro-européens, pourtant ils ont considéré le référendum consultatif comme contraignant. Les négociations de retrait ressemblent à un mauvais divorce, et les entreprises britanniques se plaignent de plus en plus des dommages économiques qui les attendent. La situation est incertaine et, il n'est pas impossible que le Parlement britannique en vienne à demander l'annulation de la lettre d'activation de l'article 50.

Je fais partie des premiers députés à avoir été élus au Parlement européen en 1979. L'avenir de l'Union me préoccupe donc presqu'autant que la profonde blessure que le Royaume-Uni s'apprête à s'infliger et à infliger à ses partenaires. La classe politique et la Commission devraient accorder la plus grande attention à ces îlots de mécontentement grandissant envers l'Union qui sont apparus dans divers États membres. Ces «infections» bénignes peuvent se propager; le Royaume-Uni l'a découvert à ses dépens. Comme pour le corps humain lorsqu'il vieillit, une accumulation de petites erreurs au fil des ans peut finir par s'avérer fatale.

Récemment, lors de la visite de l'AAD à Sofia, un ancien ministre des affaires étrangères bulgare nous a rappelé que la raison d'être de l'Union était de garantir la paix, la stabilité et la prospérité dans les États membres. L'Union est une réalisation incroyable. Pourtant, on ne peut ignorer les risques. Que doit-il faire pour s'assurer le soutien de ses citoyens dans l'ensemble des États membres?

En 1984, le Parlement a approuvé mon amendement, soutenu par Altiero Spinelli, qui visait à introduire le principe de subsidiarité dans le projet de traité instituant l'Union. Cet amendement a été intégré dans l'Acte unique européen, mais son application n'a pas toujours été facile. Cela est en partie dû au Parlement européen.

En général, ce dernier se range aux décisions de ses commissions spécialisées, dont les membres accordent évidemment une attention particulière aux questions traitées. Quant au reste d'entre nous, nous nous contentons la plupart du temps de hausser les épaules et de voter docilement en faveur de ce que nos experts recommandent. Mais cela a un coût.

En l'absence de mécanismes efficaces pour mettre en application les principes de subsidiarité et de proportionnalité, l'Union souffre aujourd'hui d'une accumulation de lois détaillées, dont certaines ont des conséquences inattendues. Il y a des années, Douglas Hurd, un remarquable ministre britannique des affaires étrangères, s'est plaint que le mécontentement des citoyens soit dû à une trop grande intervention de l'Union dans la «trame» de leur vie quotidienne. Cela reste vrai aujourd'hui. Dans toute démocratie, le pouvoir devrait rester le plus possible entre les mains de la population. Nous devrions appliquer avec plus de fermeté les principes de subsidiarité et de proportionnalité, et veiller à ce que l'Union intervienne de façon minimale et dans la limite de ses compétences; mais nous devrions prévoir de nouveaux champs de compétences dans le domaine de la défense, pour lesquels il est plus efficace d'agir ensemble. Peut-être pourrons-nous ainsi conserver le soutien populaire dans l'ensemble des États membres et maintenir une Europe forte.

Christopher Jackson
PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1994)
cmurrayjackson@btinternet.com

BULGARIE: «DÉFIS ET POTENTIEL»

Avant notre départ, nous avons été reçus par la fondation Konrad Adenauer à Sofia. Cette fondation, proche de la CDU allemande et principalement financée par le Parlement allemand, dispose de bureaux dans de nombreux pays de l'Union. Elle est présente sur les réseaux sociaux et organise des conférences, des séminaires et des ateliers afin de promouvoir les valeurs démocrates-chrétiennes et européennes. Le directeur, Thorsten Geissler, possède une connaissance approfondie de la société bulgare. Nous étions ravis qu'il nous fasse l'honneur de nous faire part de ses intéressantes réflexions.

Selon Thorsten Geissler, la population et la classe politique sont généralement très pro-européennes. En tant que membre de l'Union, la Bulgarie souhaite faire partie de l'accord de Schengen et estime satisfaire à tous les critères.

Le pays est un creuset où se mêlent valeurs européennes et valeurs bulgares traditionnelles. Bien entendu, les étrangers qui travaillent avec les populations locales sont confrontés à toutes sortes de différences culturelles. La vie politique est à nos yeux très directe et conflictuelle; les gens sont polis, mais francs, et évitent les discussions agressives.

Les ONG en Bulgarie sont moins puissantes qu'en Europe occidentale, il y a donc encore matière à amélioration pour la société civile. La Bulgarie est un pays démocratique, et la liberté des médias n'est pas restreinte par la loi. Cependant, la presse est contrôlée par quelques magnats de l'industrie qui influencent fortement les débats politiques. La plupart des gens s'informent en regardant la télévision, où dominent les programmes de divertissement contenant des messages politiques cachés. Dans le même temps, les médias sociaux sont populaires et le wifi est disponible partout. La jeune génération ne dépend pas des informations diffusées par les médias traditionnels.

Les études montrent que la corruption est répandue, ce qui freine le développement économique et les améliorations structurelles.

Le Parlement a récemment adopté une nouvelle loi anticorruption, et un conseil de lutte contre la corruption a été institué. Même s'il n'y a aucune allégation concrète, le seul fait de supposer que le système est entaché par la corruption nuit à la confiance en la justice. Mais le conseil reste convaincu qu'il pourra obtenir des résultats concrets dans sa lutte contre le phénomène. Un soutien devrait lui être accordé.

Par ailleurs, les Bulgares font souvent allusion à la situation en Italie, en Grèce et en Espagne lorsque le sujet est évoqué. «Pourquoi sommes-nous plus l'objet de vos critiques qu'eux?» Sofia en particulier et d'autres grandes villes bénéficient de bonnes perspectives d'emploi, mais les salaires sont toujours inférieurs à ceux des pays d'Europe occidentale ou centrale. Au cours des dix dernières années, environ un million de Bulgares ont quitté le pays; il manque par conséquent à la Bulgarie de nombreuses personnes qualifiées. Les personnes disposant d'un haut niveau d'éducation et qui ont émigré pourraient constituer la masse critique qui lui est indispensable.

Dans le cadre de la délégation de l'AAD, nous avons rencontré plusieurs femmes occupant des postes élevés, nous nous demandions donc si cela reflétait la situation générale des femmes en politique et dans la société. Selon notre interlocuteur, la situation évolue positivement, mais les positions politiques les plus influentes sont toujours occupées par des hommes. On ne trouve pratiquement pas de femmes à des postes à responsabilités dans l'économie.

En ce qui concerne les familles, la violence domestique reste très problématique, comme dans de nombreux autres pays des Balkans.

De nombreux Bulgares sont toujours reconnaissants aux Russes de les avoir libérés de l'occupation turque. L'Église orthodoxe de Bulgarie entretient des relations fortes avec son équivalent russe et suit généralement ses positions.

Dans l'ensemble, malgré tous les défis qui se posent, Thorsten Geissler reste optimiste quant à l'avenir du pays, car la jeune génération ambitieuse représente un potentiel important pour la Bulgarie. Par ailleurs, la Présidence bulgare a mené à bien son programme, notamment en attirant l'attention des autres gouvernements sur les Balkans occidentaux. En outre, elle a présidé toutes les réunions et conférences avec professionnalisme.

Brigitte Langenhagen
PPE-DE, Allemagne (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

Bob van den Bos
ELDR, Pays Bas (1999-2004)
bravandenbos@planet.nl

ACADÉMIE MILITAIRE GEORGI RAKOVSKI

Académie militaire Georgi Rakovski

Extraits du discours d'Henrik Lax lors de la visite de l'AAD à l'Académie militaire Georgi Rakovski le 5 juin 2018.

"L'évolution de l'UE [...] a été largement portée par sa capacité à promouvoir les intérêts économiques de ses États membres et à renforcer la paix et la stabilité sur notre continent. La prospérité a permis à l'Union de devenir le leader mondial dans la promotion et la défense des droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit.
La capacité de garantir la sécurité et la prospérité à ses citoyens sera également cruciale pour l'avenir de l'Union. Nous sommes cependant confrontés à des défis d'ampleur jamais vue auparavant, problèmes qu'aucun État membre n'est en mesure de résoudre seul [...]
L'Union peut réussir à se réformer pour relever ces défis seulement s'il a le soutien de ses citoyens. Le soutien ne peut toutefois être obtenu que si les problèmes sont portés à un débat honnête et sérieux dans chaque État membre. Le moins qu'on puisse dire, nos dirigeants nationaux ont été très réticents à encourager les débats sur l'avenir de l'union avec leur électorat. [...]
Les élections européennes de l'an prochain offrent une occasion en or de sensibiliser les citoyens européens aux menaces les plus critiques pour notre avenir commun et à la manière dont ces dangers pourraient être surmontés. Je vous en conjure tous à exiger que vos dirigeants et candidats aux élections s'engagent à trouver des solutions durables au niveau européen. [...]
L'article complet est disponible sur www.formermembers.eu

Délégation de l'AAD avec Dimitar Tashkov, Commandant adjoint de la RNDC, lors de la visite à l'Académie militaire Georgi Rakovski

Académie militaire «Georgi Stoykov Rakovski»

L'académie militaire «Georgi Stoykov Rakovski» est la plus ancienne école supérieure militaire de Bulgarie. Elle a été créée par une loi du 1er mars 1912, adoptée par la 15e Assemblée nationale. Elle a contribué non seulement à la formation du personnel militaire, mais aussi à la construction du nouvel État bulgare dans l'esprit des valeurs européennes.
La fonction première de l'académie est de dispenser une formation, conformément aux processus de transformation globale de l'OTAN et d'élaboration de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union, et concernant l'adoption et la mise en œuvre de règles et de normes modernes en matière de formation interdisciplinaire commune au niveau stratégique et opérationnel pour les officiers (employés) du système de sécurité et de défense.
L'Académie militaire Georgi Stoykov Rakovski est depuis 106 ans l'un des principaux piliers de l'éducation militaire, en même temps qu'un garant de l'existence de l'État bulgare. Cette école est non seulement le plus ancien établissement d'enseignement supérieur militaire de Bulgarie, mais aussi le centre qui fait le plus autorité dans le pays pour la formation des futurs dirigeants militaires et civils aux questions de sécurité et de défense.

EP TO CAMPUS PROGRAMME

LE PE AU CAMPUS À L'UNIVERSITÉ DE MONTFORT

Dix minutes à peine après mon arrivée à l'université De Montfort, j'avais déjà fait un bond en arrière de plus de cinquante ans: je me retrouvais assis au premier rang pendant un cours sur les mathématiques des stabilisateurs budgétaires. Mon Dieu! Un instant, je me suis imaginé devoir me préparer à nouveau à un partiel d'économie! L'instant d'après, c'était à mon tour de répondre aux questions des étudiants sur le sujet. Ces rencontres entre des étudiants, auxquels on enseigne de façon théorique une matière, et des personnes qui ont dû mettre en pratique ce qu'elles ont appris, sont une source d'enrichissement mutuel. Les difficultés auxquelles fait face la zone euro pour combiner une politique monétaire centralisée et des politiques budgétaires décentralisées étaient en effet un sujet tout à fait pertinent pour ce cours sur la politique budgétaire, de même que pour le suivant, consacré à la politique monétaire. En outre, assister à des cours universitaires peut permettre à des anciens députés de revoir certains fondamentaux oubliés avec le temps.

Comme me l'avait demandé le bureau de l'Association des anciens députés, à Bruxelles, j'avais préparé une présentation sur l'histoire et les problèmes de l'euro, mais je ne l'ai pas utilisée. De façon prévisible, tous les débats, et plus particulièrement les séances de questions/réponses, ont tourné autour du Brexit. Tout le monde voulait savoir ce qu'il se passerait lorsque le Royaume-Uni sortirait de l'Union, si cela se produisait. Doris Pack et moi avons eu du mal à trouver des réponses satisfaisantes. La quasi-totalité des étudiants et des enseignants semblaient opposés au Brexit, et il était difficile de nier qu'aucun accord en dehors de l'Union ne pourrait être aussi avantageux pour le Royaume-Uni que le fait d'y rester. Cela dit, un nombre incroyable d'options étaient envisageables, allant d'une adhésion à l'EEE associée à une union douanière (ce qui aboutirait sûrement à un retour dans l'Union) à une rupture brutale et un échec cuisant l'an prochain. Nous avons dû expliquer que presque tout le monde, et très certainement le gouvernement britannique, était tout aussi perdu que nous quant à savoir ce qu'il adviendrait.

L'université nous avait fourni une enveloppe remplie de bons valables dans les différents points de restauration du campus, dont je me suis surtout servi pour acheter des cafés. Mais nous avons également eu droit à deux excellents dîners en ville. Après le premier, nous avons visité le lieu où est enterré Richard III, et quelques monuments de la vieille ville, désormais en partie piétonne. Le campus De Montfort étant assez étendu, s'il y a une seule chose à laquelle nous ayons trouvé à redire, c'est au fait que les chauffeurs de taxi de la ville semblaient incapables de nous déposer devant le bon bâtiment.

J'ai terminé ma visite comme je l'avais commencée, en assistant à deux cours sur des domaines d'action spécifiques, tous deux sous la surveillance du professeur Alasdair Blair, titulaire de la chaire «Jean Monnet», professeur chargé des relations internationales et organisateur de la rencontre. Le premier concernait la PAC, un sujet sans cesse débattu et réformé au fil du temps. J'ai ainsi pu me remémorer l'époque des montagnes de beurre et des lacs de vin, et celle, plus ancienne, du coûteux système des paiements compensatoires au Royaume-Uni. Aujourd'hui, on a le régime de paiement de base (anciennement appelé «régime de paiement unique»), qui dépend de la taille de l'exploitation. Nous nous sommes demandé quelle serait la prochaine étape.

Enfin, après un bref cours sur la situation politique au Royaume-Uni – un sujet qui, à lui seul, demanderait au moins trois jours de discussions – je suis rentré à Londres via la M1.

Ben Patterson, Doris Pack et le Professeur Alasdair Blair ©Université De Montfort

Ben Patterson
Royaume-Uni
DE (1979-1992)
PPE (1992-1994)
gb.patterson@btinternet.com

ACADÉMIE NATIONALE DE TARAS CHEVTCHENKO

Les 26 et 27 mars, l'université Taras Chevtchenko de Kiev a organisé, en coopération avec Erasmus et le projet Jean Monnet, une conférence internationale intitulée «Processus d'intégration européenne au 21e siècle – tendances, défis et perspectives». La conférence faisait intervenir des universitaires du Royaume-Uni, du Portugal, du Canada, de Pologne et d'Italie. J'étais moi-même invitée au nom de l'AAD. Quelque 70 étudiants, suivant pour la plupart des études européennes, ont participé au premier débat de l'après-midi du 26 mars. On m'avait demandé de présenter une introduction à l'histoire de l'intégration européenne et au rôle que peut jouer cette dernière par rapport à la situation actuelle. Mon principal défi était de trouver des exemples concrets. J'ai choisi les deux thèmes suivants: la politique commerciale internationale de l'Union européenne et l'état de droit européen et les valeurs communes de la démocratie. Les étudiants étaient parfaitement au courant des problèmes de l'Union européenne avec la Pologne – voisin direct de l'Ukraine–. Ils ont posé de nombreuses questions sur l'état de droit européen, sur les processus décisionnels et sur la conception européenne de la démocratie. Comme je l'ai expliqué, l'une des expériences fondamentales de la politique européenne est la nécessité de faire des compromis (même au sein de son propre groupe politique). La principale question posée par les étudiants, qui plane comme une ombre au-dessus de tous les débats en Ukraine, est la suivante: comment résoudre la guerre dans l'est de l'Ukraine et en Crimée? Je n'ai pas été en mesure de répondre à cette question cruciale mais au moins, il n'y a eu aucune réaction négative lorsque j'ai dit qu'il faudrait finir par trouver des compromis. Les étudiants ont également soulevé la question du nationalisme. Sachant que la législation de l'Union prime sur le droit national, les étudiants ont demandé si les citoyens ne risquaient pas de perdre leur identité nationale. Nous avons donc discuté du principe de subsidiarité et de la possibilité de développer une véritable identité européenne, qui ne domine pas l'identité nationale mais la transforme et lui apporte une dimension nouvelle, avec des valeurs et des objectifs communs. La différence entre l'identité nationale et le nationalisme agressif, voire violent, a été soulignée. Finalement, cette discussion de plus de trois heures a révélé le désir profond des étudiants de faire partie de l'Union européenne. La conférence internationale du 27 mars a réuni moins d'étudiants ukrainiens et plus de dirigeants d'organisations liées à l'Union européenne et de professeurs d'université. La conférence portait sur différents domaines de la politique européenne, en particulier la politique environnementale, les processus législatifs et la remise en question de la compétence de l'Europe dans les conflits actuels. Un volet spécifique de la session a été consacré à la présentation des résultats d'une enquête réalisée au Royaume-Uni sur la manière dont les médias de masse ont influencé le référendum sur le Brexit. L'enquête met en lumière 97% de contenus favorables au Brexit dans les médias populistes, contre seulement 46% dans des journaux plus neutres. Malheureusement, cette enquête n'a été menée qu'après le référendum. Deux jeunes chercheurs du Centre ukrainien d'analyse de contenu ont fait une présentation sur le rôle de l'Union européenne dans les événements traités par les principaux organes de presse en Ukraine. Dans cette partie de la conférence, j'ai parlé des violents bouleversements qui menacent l'Union depuis la crise financière survenue en 2008. J'ai évoqué la crise des réfugiés, les conflits internes profonds avec certains États membres qui n'acceptent pas l'état de droit européen, ainsi que les conflits internationaux à venir en matière de commerce, qui ont montré jusqu'ici la capacité de survie plutôt solide de l'Union. Pour finir, j'ai évoqué certaines des nouvelles idées développées par la Commission européenne et par le président français Emmanuel Macron.

Birgit Daiber lors de son intervention

Birgit Daiber
V, Allemagne (1989-1994)
bir.dai@hotmail.com

TALLINN ET LE FROID

Il faisait froid lorsque je suis arrivé dans la magnifique ville de Tallinn, en mars. Ce climat contrastait avec la chaleur de l'accueil de mes interlocuteurs. J'étais invité, par l'intermédiaire de l'AAD, à parler des relations extérieures de l'Union européenne, mais aussi à débattre du Brexit avec les étudiants et le personnel de l'université de technologie de Tallinn. Mes interlocuteurs suivent ce débat avec une attention teintée d'inquiétude en ce qui concerne les futures relations entre l'Estonie et le Royaume-Uni, placées sous les auspices de la coopération de l'Union européenne en matière d'enseignement supérieur. Bien que le gouvernement britannique ait indiqué sa volonté de contribuer financièrement à ces programmes, le point négatif est qu'il ne sera plus décisionnaire. Le Royaume-Uni a joué un rôle important dans l'élaboration du programme Erasmus et de la coopération en matière de recherche, et ses connaissances et son expérience vont laisser un vide. Les étudiants redoutent qu'il devienne plus difficile d'étudier au Royaume-Uni. Ils craignent aussi d'avoir plus de mal à recruter des collègues britanniques ou à trouver un poste au Royaume-Uni.

J'ai également fait un exposé sur l'ambitieux projet chinois «Une ceinture, une route» à des étudiants en Master de relations internationales.

En apparence, il s'agit d'un projet colossal d'infrastructures, fondé initialement sur le retour en force de l'ancienne route de la soie, qui relie la Chine, à travers l'Asie centrale, au Moyen-Orient et à l'Europe.

En tant que tel, ce projet renvoie à une nostalgie romantique de l'époque lointaine des explorateurs et négociants entre l'Orient et l'Occident. Il a aussi beaucoup à faire avec les rivalités entre la Chine et la Russie à propos des ressources énergétiques nationales en Asie centrale. En outre, la Chine s'inquiète du fait que malgré la forte expansion de la bande côtière chinoise, il y a peu de signes d'un effet boule de neige dans les lointaines provinces intérieures du pays. Enfin et surtout, à l'heure actuelle, la Chine a une surcapacité massive dans le secteur de l'acier, du charbon et du ciment. Telles sont les données de base en ce qui concerne le vaste programme d'infrastructures de transport envisagées dans «Une ceinture, une route».

Mes interlocuteurs ont eu la gentillesse d'organiser la visite de l'un des e-centres les plus connus de Tallinn, le centre d'innovation de l'université de technologie, à savoir Mektory et la résidence électronique. L'Estonie a déployé beaucoup d'énergie et de ressources dans les nouvelles technologies et les résultats sont vraiment impressionnants. Je me souviens bien avoir eu une machine à écrire portative pour mes bureaux de Bruxelles et de Strasbourg en 1984. Bien vite, ces machines à écrire sont devenues inutiles. Et aujourd'hui, on peut avoir un système entier de communication sur son smartphone.

Lorsque j'ai fait part de mon scepticisme en ce qui concerne la cybersécurité, j'ai rencontré un certain optimisme. L'Estonie a été victime de cyberattaques en provenance de Russie et continue à en subir, mais les participants ont fait remarquer avec enthousiasme que la recherche et le développement en matière de cybersécurité constituent, en soi, un moteur d'activité économique.

Le défi de l'adhésion à l'Union européenne a été relevé avec dynamisme dans ce petit État balte. L'optimisme estonien a agi sur moi comme une bouffée d'oxygène.

Michael Hindley avec des étudiants de l'Université de technologie de Tallinn

Michael Hindley
PSE, Royaume-Uni (1984-1999)
info@michaelhindley.co.uk

À LA DÉCOUVERTE DE DEUSTO

Les 18 et 19 avril, j'ai été invitée à assister à deux jours de cours et de réunions à l'université de Deusto, à Bilbao. La situation de cette prestigieuse université, fondée par l'ordre des Jésuites en 1886 et située en face du magnifique musée Guggenheim est déjà, en soi, une expérience exaltante. Mais j'ai été très positivement impressionnée par le programme intense, qui m'a permis d'aborder différents problèmes (l'environnement et le changement climatique, l'avenir de l'UE, son équilibre institutionnel et son fonctionnement, le rôle des groupes de pression, les débouchés professionnels pour les jeunes étudiants et les jeunes professionnels...). Le public était assez diversifié des points de vue de l'âge, des intérêts et des nationalités, étant donné que des étudiants Erasmus ont assisté à l'une des leçons. Ils étaient de toute évidence bien préparés et le programme avait été conçu avec soin, afin de faire coïncider leurs intérêts et mes compétences. Les plus intéressés et les plus informés étaient essentiellement les lycéens, désireux d'apprendre et bien préparés sur des questions spécifiques.
J'ai également eu l'occasion de donner une conférence à la nouvelle bibliothèque sur les défis que devra relever l'Union européenne et j'ai trouvé cela utile, car nous devrions accorder à nos hôtes la possibilité de profiter au maximum de notre présence. J'ai également eu de bons échanges avec les deux principaux organisateurs de la visite, la professeure Maria Luisa Sanchez-Barrueco et la professeure Laura Gómez Urquijo. La professeure Barrueco coordonne le module Jean Monnet SAPIA (Student Awareness of public integrity and Accountability in the EU) et s'efforce de sensibiliser les étudiants à l'importance du contrôle démocratique des institutions de l'Union européenne, grâce à des méthodes pédagogiques innovantes. La professeure Urquijo dirige le module Jean Monnet EUCLAP (European constitutional law and politics projet) et elle souligne comment une bonne intégration économique et juridique de l'UE peut améliorer le bien-être et la prospérité de ses citoyens. J'ai également rencontré la doyenne et la vice-doyenne de l'Université, Mme Gema Tomas et Mme Marta Enciso.
J'ai été très amusée et me suis réjouie de voir que tous mes interlocuteurs et hôtes étaient des femmes universitaires et que le conseil de l'union des étudiants de droit européen de Bilbao avait participé à la définition du programme.
En outre, venant d'un pays, l'Italie, qui traverse actuellement une véritable tourmente en termes d'opinion publique sur le rôle et l'importance de l'Union européenne, j'ai trouvé rafraîchissante et inspirante l'attitude très positive, voire la véritable passion, que certains étudiants et professeurs ont exprimée en faveur du projet européen, ainsi que sur la nécessité d'une participation active des jeunes générations et du monde universitaire pour garantir non seulement sa survie en ces temps difficiles, mais également son évolution future et le renforcement de sa capacité à travailler ensemble et à produire des résultats concrets pour ses citoyens. Parmi les questions les plus fréquentes figurent la possibilité d'accéder à une carrière professionnelle et des études «européennes», quelles politiques communes pourraient être mises en œuvre en matière d'emploi et de lutte contre le changement climatique et comment faire en sorte que les États membres et les institutions de l'UE soient en mesure de faire preuve d'une plus grande cohésion dans une politique commune en matière d'économie, de migration et de politique étrangère.
Dans l'ensemble, j'ai vraiment apprécié cette expérience: c'était très fructueux à la fois pour nous et pour nos interlocuteurs. C'est pourquoi je remercie les organisateurs de m'avoir invitée et j'encourage mes collègues à participer à de telles manifestations.

Monica Frassoni avec les étudiants de l'Université de Deusto

Monica Frassoni
Verts/ALE, Italie (1999-2009)
monica.frassoni@gmail.com

LE COMTE DRACULA ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UE

L'idée d'un séjour en Transylvanie au printemps aurait de quoi faire frémir les lecteurs de Bram Stoker. La ville de Cluj, en Roumanie, est pourtant un endroit charmant où il n'est pas question de croiser le comte de Dracula, même si ce dicton, que nous lui devons, illustre bien l'esprit de ce voyage: «Nous apprenons de grandes choses en faisant de petites expériences».

Justement, ma «petite expérience» a été de représenter les anciens députés européens à l'université Babes-Bolyai dans la troisième ville de Roumanie, Cluj-Napoca. Mon séjour à Cluj fut très agréable et mes hôtes, Alin, Mihela et Natalia ont été extrêmement accueillantes.

Lorsque j'étais député au Parlement européen, j'ai longtemps été membre de la commission paritaire mixte pour les relations entre le Parlement européen et le Parlement roumain. Lors de l'adhésion de la Roumanie en 2007, j'ai été fier d'accueillir de nombreux amis et collègues comme députés roumains au Parlement européen.

De retour en Roumanie après une pause de plusieurs années, je vois que les changements y sont importants, et les améliorations évidentes. On voit à de nombreux signes que le pays a reçu le soutien des fonds régionaux de l'Union européenne et qu'il est résolument entré dans le 21e siècle.

Robert Evans avec des étudiants

Cluj elle-même est fière de son histoire hongroise et roumaine – qui se reflète dans le nom de son université, baptisée d'après un célèbre biologiste roumain et un mathématicien hongrois, ces deux universités d'origine ayant fusionné en 1959. L'université Babes-Bolyai compte 40 000 étudiants et propose des cours dans plusieurs langues, en plus du roumain.

Les deux jours de débats dont j'étais le principal orateur portaient sur le thème: «La politique étrangère de l'Union européenne et la politique mondiale des droits de l'homme». Mon discours d'ouverture s'adressait aux étudiants de première année et portait sur le rôle du Parlement européen face au défi de la migration. La réponse de l'Union européenne aux pressions migratoires aux frontières est l'un des sujets les plus importants en Europe aujourd'hui.

Mon allocution principale a ensuite porté sur l'évolution du rôle de l'Union européenne sur la scène internationale depuis le traité de Lisbonne de 2009. Bien que l'instauration d'un haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune ait permis d'apporter une réponse de l'Union européenne, loin d'être à l'unisson, aux crises internationales, pour beaucoup d'observateurs, l'Union européenne n'a pas fait de progrès. En témoignent les interventions russes en Crimée et en Ukraine orientale, mais aussi la situation en Syrie ou en Palestine. L'Union européenne est apparue impuissante, ne sachant que dire ni que faire. D'un autre côté, l'Union européenne a été un puissant soutien à la démocratie mondiale en mettant l'accent sur les observations électorales et en intégrant des clauses relatives aux droits humains dans ses nouvelles initiatives commerciales. «Chacun d'entre nous est fort de son côté, et nous sommes encore plus forts lorsque nous sommes ensemble» pour citer le Comte Dracula encore une fois.

Un atelier sur les possibilités de carrière au sein des institutions européennes a donné lieu à des échanges exigeants et souvent audacieux. Les étudiants doués et enthousiastes de l'université Babes-Bolyai ont beaucoup à apporter aux députés roumains et à leur gouvernement. De nombreuses questions ont été posées au sujet de la situation actuelle et à venir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, à la suite du Brexit. Le Royaume-Uni était-il depuis toujours destiné à quitter l'Union européenne ou bien la campagne du référendum a-t-elle été un désastre? David Cameron passera-t-il à la postérité comme le premier ministre le plus arrogant et le plus incompétent de l'histoire britannique? Le Royaume-Uni aura-t-il bientôt fait de regretter amèrement sa décision?

Après deux journées très intenses et bien remplies, il a été temps de dire «la revedere» à tous mes amis de Cluj. Je suis loin d'être le dernier député européen à visiter la Transylvanie et je recommande chaleureusement cette région.

Robert Evans
PSE, Royaume-Uni (1994-2009)
rjeevans@globalnet.co.uk

SZEGED VALAIT LE DÉPLACEMENT

Il faut le reconnaître: se rendre à Szeged n'est pas simple. L'avion nous amène à Budapest, ce qui nous laisse tout de même à plus de 200 km de Szeged; en train, le trajet depuis le lac de Constance peut durer près de 15 heures. Mais cela vaut le coup: Szeged est une ville magnifique, aux tonalités méridionales, avec un centre-ville propre et spacieux pour se déplacer à vélo et se promener, pour vivre en prenant son temps. Et l'on y rencontre des étudiantes et étudiants venus du monde entier.

Dès le départ, une interview était prévue avec deux jeunes femmes du nord de l'Allemagne, qui étaient apprenties dans le domaine administratif et passaient un mois en échange à Szeged. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi elles avaient décidé de venir ici, leur réponse a été d'une simplicité rafraîchissante: elles voulaient découvrir une région de l'Union européenne peu connue dans leur pays d'origine. Elles se sont dites enthousiasmées par la ville et par ses habitants.

Au «club d'intégration» de l'université, la discussion qui a suivi et à laquelle ont participé des jeunes de toute l'Europe a porté sur des thèmes bien éloignés des questions futilités qui font le quotidien des institutions européennes. La défense et le renforcement des droits de l'homme, les perspectives d'élargissement de l'Union européenne, les libertés de circulation et d'établissement ont été des points abordés. Bien sûr, le rôle du gouvernement hongrois au sein de l'Union européenne et l'isolement du pays qui pourrait en résulter parmi les 28 États membres ont également été évoqués. Tout le monde était unanime sur le fait que, lors des négociations à venir sur le financement futur de l'Union européenne, l'Union devrait faire prévaloir les valeurs fondamentales communes définies dans les traités sur les revendications nationales des divers États membres. Les valeurs fondamentales ont également été évoquées en lien avec la question des réfugiés, qui viennent chercher dans l'Union européenne un lieu sûr, à l'abri des discriminations et des persécutions.

Le jour suivant, nous avons discuté des «frontières de l'intégration européenne» et des capacités d'élargissement de l'Union.

La présentation a eu lieu à la faculté de droit de l'Université de Szeged. Ce sont justement les étudiantes et étudiants de pays tiers, notamment ceux venus des Balkans, qui ont exprimé le souhait de voir l'Union agir davantage en matière d'élargissements futurs. Manifestement, l'Union donne l'impression aujourd'hui d'être trop centrée sur elle-même et sur ses conflits internes. Toutefois il a également été rappelé que, par certains aspects, les derniers grands élargissements n'ont toujours pas été «digérés» aujourd'hui et qu'il serait probablement préférable de consolider l'Union en interne avant d'envisager une nouvelle vague d'élargissements. Une initiative comme la Convention européenne en son temps pourrait créer une dynamique tant pour l'approfondissement de l'Union européenne qu'en termes de capacité d'élargissement. Dans ce domaine, les espoirs se tournent vers le Parlement européen. Je garde en mémoire deux jeunes femmes venues de Serbie et du Kosovo qui voulaient savoir ce qu'il fallait faire pour que ces deux pays puissent rejoindre l'Union européenne...

Le programme «PE au Campus» a ceci de bien qu'il se déroule en dehors des capitales nationales. En cela, il se différencie de la majorité des manifestations organisées par les bureaux officiels du PE et par la Commission européenne. Dans une ville universitaire à la frontière sud de la Hongrie (et de l'Union européenne), les facteurs culturels et géographiques font que l'on se sent totalement dépaysé par rapport à sa propre capitale.

De toute évidence, les jeunes interlocuteurs et interlocutrices apprécient beaucoup qu'au lieu de la «bureaucratie de Bruxelles», l'Europe leur soit accessible en la personne d'un (ancien) député au Parlement européen.

Herbert Bösch avec les étudiants de l'Université de Szeged

Herbert Bösch
PSE, Autriche (1995-2009)
herbert.boesch@bregenz.at

RENCONTRE AVEC DE JEUNES PROGRESSISTES TURCS

Izmir est une ville magnifique de quatre millions d'habitants, située sur les bords de la mer Égée. J'étais invité à l'université d'économie (IUE) de cette ville progressiste, qui compte six universités. L'IUE est une université privée de 7 500 étudiants. J'ai été accueillie par le professeur assistant Dr Alexander Bürgin, directeur de l'EURAC, à qui la Commission européenne a attribué en août 2015 une chaire Jean Monnet. (La chaire Jean Monnet est un titre attribué aux professeurs d'université ayant une spécialisation en études européennes, qui inclut un soutien financier d'une durée de trois ans). J'ai participé à trois débats en faisant des présentations de 20 minutes et j'ai également essayé de répondre aux nombreuses questions que m'ont posées les étudiants, brillants et bien informés. Le premier thème était La promotion des normes environnementales dans les relations extérieures de l'Union. J'ai souligné que les normes environnementales de l'Union comptaient parmi les plus élevées au monde. L'objectif de l'Union est de promouvoir ces normes et le développement durable à l'échelle mondiale auprès de ses partenaires commerciaux. L'accord de Paris de 2015 sur le changement climatique est particulièrement important pour nous, et l'Union est un moteur de sa mise en œuvre. Toutefois, j'ai également indiqué que des contradictions existaient en pratique et que dans certains cas, les pays tiers disposent de normes environnementales plus élevées.

Gyula Hegyi avec les étudiants de l'Université d'Izmir

Un étudiant a immédiatement mentionné l'exemple du patrimoine naturel, pour lequel la réglementation turque est plus stricte que la nôtre.

Le second débat avait pour thème: Rendre les villes durables: Réalisations et évolutions dans l'Union et en Turquie. En Turquie, plus de 75% de la population réside en ville. Le développement urbain durable est donc essentiel pour cette population urbaine en croissance rapide. J'ai parlé, entre autres, de l'importance des transports publics, de la qualité de l'air, des énergies renouvelables, des marchés publics écologiques et des canicules. J'ai également cité mon propre rapport parlementaire sur la stratégie thématique relative à l'environnement urbain. À la suite de mes interventions, le second intervenant, Ümit Sahin de l'université Sabunci d'Istanbul, a souligné que la hausse du PIB turc est principalement due au secteur du bâtiment, qui est loin d'être une activité écologiquement durable. Ce militant écologiste a dressé un tableau détaillé des problèmes environnementaux de la Turquie, s'opposant fermement à un projet russe de construction de centrale nucléaire. Comme c'est habituellement le cas, certains étudiants étaient opposés à l'énergie nucléaire, d'autres avaient une approche plus tolérante de la question. J'ai appris avec intérêt qu'un étudiant s'est même rendu à Tchernobyl pour voir l'endroit.

Le troisième thème abordé était La montée du nationalisme et du populisme dans l'Union. Compte tenu de la situation politique, je me suis gardé de critiquer le gouvernement truc, mais j'ai beaucoup parlé des tendances nationalistes et antilibérales en Hongrie et en Pologne. Les étudiants étaient plutôt bien informés des problèmes de ces deux pays. J'ai également insisté sur le fait que critiquer «Bruxelles» ne fait pas forcément de nous des eurosceptiques, et que l'intégration européenne ne devrait pas mettre en danger nos cultures nationales. Nous avons eu un débat animé sur les relations entre la Hongrie et la Turquie et sur la signification exacte du concept de «nationalisme». Certains étudiants venaient de pays membres de l'Union, ce qui montre la bonne réputation de l'IUE. Les trois sessions se sont achevées sur les conclusions utiles du professeur Bürgin. L'intégralité de son cursus en études européennes est enseigné en anglais et nous devons garder contact avec cette université progressiste.

J'ai été très heureux de rencontrer ces jeunes étudiants talentueux et doués qui partagent nos valeurs en Turquie. Souhaitons qu'ils surmontent les problèmes traversés par leur pays, dont nous connaissons la richesse et le courage.

Gyula Hegyi
PSE, Hongrie (2004-2009)
gyulahegyi4@gmail.com

LA SLOVÉNIE GLISSE-T-ELLE VERS LE POPULISME?

Je me suis rendu mi-mai à Ljubljana pour l'Association des anciens députés. Je suis arrivé le 3 juin, dans les dernières heures d'un scrutin anticipé, le troisième depuis 2011. C'était les neuvièmes élections législatives depuis l'éclatement de la Yougoslavie. Le pays a organisé vingt référendums sur l'adhésion à l'UE et à l'OTAN ou la législation sur l'archivage, le mariage entre personnes du même sexe ou les infrastructures ferroviaires. Le surnom Slovénie, donné par l'un des plus grands journaux suédois au pays (Svenska Dagbladet, édition du 15/7/2011), ne serait-il qu'une pure illusion?

En participant, à un débat sur la politique environnementale de l'Union, j'ai été confronté aux mêmes commentaires que ceux que je rencontre en Scandinavie: l'Union européenne est indispensable pour résoudre les problèmes environnementaux transfrontalières mais il n'en fait pas assez. Je me suis référé à Wikipédia qui ne tarit pas d'éloge sur le rôle joué par l'Union dans la signature de l'accord de Paris mais qui, fait observer que le leadership environnemental de l'Union n'est plus ce qu'il était. Au lendemain du Brexit, l'avenir de l'Europe s'articulera, selon l'EPRS, autour des grands sujets que sont l'UEM, la dimension sociale, la question migratoire, la politique de défense et de sécurité, mais l'environnement n'est pas mentionné (L'avenir de l'Europe – Les contours du débat actuel, EPRS, avril 2018, PE 620.202).

L'intervention d'Uros Vajgl, ancien représentant de la Slovénie au COREPER, le centre secret du pouvoir de l'Union, a présenté un intérêt certain. Il a affirmé que l'Union consacrait moins d'énergie pour résoudre les problèmes environnementaux que les questions d'emploi. Lors d'un déjeuner avec Uros Vajgl et d'autres protagonistes, j'ai été frappé par leur critique du commercialisme et de la gauche. Ces responsables se faisaient-il l'écho de la population slovène? Avec les élections du 3 juin, «un nouveau pays européen prend un virage à droite » selon le «New York Times». Et c'est un parti populiste de droite qui a remporté ces élections avec 25% des voix. Est arrivé en deuxième position un groupe de centre gauche, la liste de Marjan Sarec, puis en troisième, les sociaux-démocrates. Malgré le faible score réalisé par les Verts, j'ai été invité à faire un exposé et à me référer à mon livre «Green parties, Green future» (Plutobooks, 2015). Une personne a voulu me remercier en m'offrant un livre intitulé «The Slovenian Greens: From early success to long-time failure» (de Danica Fink-Hafner, Matej Knep et Meta Novak, faculté des sciences sociales, 2015). J'ai par la suite montré ce livre à Igor Jurisic, responsable du parti vert (Stranka Mladih). Son commentaire a été sans appel: «Je n'ai pas trouvé le temps de lire mais le titre est malheureusement juste!»

En 1990, les Verts ont obtenu 8,8 pour cent des voix en Slovénie, soit 8 sièges au parlement et 5 portefeuilles ministériels. En 2018, ils n'ont pas réussi à présenter une liste verte et ont dû s'allier avec la liste de Marjan Sarec. Pour Fink-Hafner et les autres auteurs, l'entrée au gouvernement a été une erreur car le parti était faible et, il y a eu toute une poussée de sectarisme, une vague de défections et des appels à la sécession. La Slovénie est l'exemple montrant qu'il est important pour les petits partis de bien choisir le moment de se laisser tenter par l'aventure gouvernementale. Or, il montre qu'il faut tout faire pour barrer la route au sectarisme.

On ne peut pas visiter le pays sans se rendre au lac de Bled. Je me suis préparé à cette excursion en lisant l'«Été slovène» de Clément Bénech. La couverture du livre résume bien: «les instantanés d'un amour qui décline et qui, malgré la bonne volonté des deux amants, court inexorablement vers sa fin». J'espère que ce roman ne présage pas de l'avenir de Slovénie et qu'au contraire, les vrais démocrates garderont en main, contre vents et marées, la destinée du pays.

Per Gahrton
Verts/ALE, Suède (1995-2004)
per.gahrton@gmail.com

LE DROIT À LA SÉCESSION N'EXISTE PAS

Lors de mon séjour à l'Université Européenne de Flensburg, j'ai participé entre autres à un colloque consacré au droit à l'auto-détermination des peuples.
Les organisateurs avaient invités des représentants de la Catalogne venus défendre la volonté d'indépendance de cette riche province espagnole.
Une des questions qui sous-tendait le débat fut un reproche à l'Union Européenne : Pourquoi les institutions européennes n'ont-elles pas soutenu les indépendantistes catalans ?
Ma réponse n'a manifestement pas plu. Comment l'Union Européenne pourrait-elle soutenir des mouvements indépendantistes alors que dans le préambule du traité sur l'Union, les Etats membres se disent «résolus à poursuivre le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe…»?
Le traité prévoit dans son article 50 que « tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union ». Le Royaume Uni en fait actuellement l'amère expérience.
Mais le traité ne dit nullement qu'une composante d'un Etat aurait le droit de se retirer ou de se dissocier par voie d' « autodétermination ». S'il devait y avoir une réorganisation politique au sein d'un Etat membre, cela ne peut se faire qu'en respectant les règles constitutionnelles du pays.
Le référendum sur l'indépendance éventuelle de l'Ecosse fut autorisé par le Parlement de Westminster.
La partition de la Tchécoslovaquie en deux Etats, la Tchéquie et la Slovaquie, se fit dans le cadre politique de l'époque.
L'Union Européenne se doit de défendre l'intégrité de tous ses Etats membres. Elle ne peut pas pousser à la désintégration de ceux-ci.
D'autant plus que dans le cas de la Catalogne, la Cour Constitutionnelle du Royaume d'Espagne avait tranché contre la volonté d'indépendance du Gouvernement catalan.
Les Catalans disposent d'une culture et d'une langue propre, mais qui ne sont pas en danger. Dans le cadre de la Constitution espagnole les Catalans ont des moyens d'actions plus que suffisants pour défendre leur identité. Les Catalans ne sont pas oppressés, ne subissent aucune dictature. Leur rêve d'indépendance ne peut se réaliser que dans le cadre de négociations avec le pouvoir central. D'ailleurs les différentes consultations politiques ont prouvé que les Catalans sont très divisés sur l'indépendance de leur province, près de la moitié voulant rester «Espagnols».
Le fameux droit à l'autodétermination des peuples est une chimère dangereuse, qui risque d'exaspérer les égoïsmes régionaux.
Le plus souvent les mouvements indépendantistes sont mus par la volonté de ne pas partager la «richesse» de leur région avec leurs concitoyens des autres régions, décriés comme fainéants. Ce fut le discours de la Lega Nord en Italie, celui de partis flamands en Belgique et de bien d'autres.
Il est symptomatique que la Charte des Nations Unies ne mentionne nullement un droit à l'autodétermination des peuples.
Les Nations Unies prônent « l'égalité souveraine » de tous les Etats. Il est stipulé qu'aucune disposition de la Charte « n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence des Etats ».
Il a fallu attendre la décolonisation pour qu'une résolution de 1952 évoque le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Mais une fois un nouvel Etat constitué, les Nations Unies se sont toujours refusés à admettre des sécessions unilatérales, comme dans le cas du Katanga ou du Biafra.

Robert Goebbels
S&D, Luxembourg (1999-2014)
robertg@pt.lu

Un moment de la conférence

CANDRIAM
INVESTORS GROUP
A NEW YORK LIFE COMPANY
Merci à Candriam d'avoir soutenu notre programme PE au Campus

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES US-FMC

Les 25 et 26 juin 2018 a eu lieu à Washington la réunion annuelle de l'Association des anciens députés du Congrès des États-Unis (FMC). Le Vice-président de l'AAD, Jan-Willem Bertens, a été invité à y assister.
La manifestation a commencé par des tables rondes sur «l'avenir de l'Europe» et «la démocratie et l'éducation civique aux États-Unis».
Il a notamment été discuté du destin de l'Europe, avec ou sans Brexit.
En réponse aux questions posées, l'ambassadeur néerlandais Henne Schuwer et son homologue belge Dirk Wouters ont exposé leurs points de vue, sous la direction de la modératrice, Dr. Emily Tamkin, journaliste spécialisée dans les affaires étrangères à Buzzzfeed News.
250 jours avant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les modalités et les implications du Brexit ne sont toujours pas claires.
Quatre scénarios sont envisagés. Un Brexit doux pour simuler une union douanière, sans droits de douane à l'importation avec les membres de l'Union européenne, mais avec un tarif douanier commun pour le reste des échanges mondiaux. Donc pas d'accords commerciaux séparés avec les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Un refus complet signifierait la fin de la carrière politique de Theresa May, avec toutes les turbulences politiques que cela implique. Cela porterait préjudice aux entreprises européennes. Ce qui est d'une importance fondamentale, c'est que Bruxelles laisse de la marge pour un écart par rapport à la pleine participation au marché intérieur et permette une bonne relation avec un partenaire stratégique (les États Unis?).
Un Brexit dur si l'Union européenne continue d'exiger la pleine participation au marché intérieur, sans possibilité d'union douanière. Sans droit de vote à Bruxelles, mais avec l'obligation de respecter toutes les règles, cela reviendrait à un accord commercial classique. L'insécurité sociale et les dommages économiques augmenteraient. Il y aurait des obstacles importants aux frontières.
S'il n'y a pas d'accord au sujet de la frontière irlandaise: aucun accord. Il n'y aurait pas non plus de période transitoire jusqu'à la fin de 2020, ce qui entraînerait inévitablement des conditions chaotiques dans les secteurs des transports et de l'approvisionnement alimentaire. Une approbation du Parlement européen, de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords serait requise. En bref, un scénario catastrophe.
Est-il toujours possible qu'il n'y ait finalement pas de Brexit?
Cette option serait uniquement envisageable si le Royaume-Uni renonçait à toute dérogation: plus de rabais, plus de clauses de non-participation. Les responsables politiques britanniques aussi n'oseront appuyer sur le bouton «non» que s'ils se sentent soutenus par l'électorat. D'après des enquêtes, le rapport entre partisans du oui et partisans du non est à peu près identique à celui de 2016.
Donc: le 29 mars 2019, au revoir la Grande-Bretagne!
Le titre de la table ronde sur la démocratie et l'éducation civique était: La république est (toujours) en danger et l'éducation civique fait partie de la solution.
Une note d'information intitulée «Briefing Paper for the Democracy at a Crossroads National Summit» peut être obtenue auprès du Secrétariat de l'AAD. La première phrase donne le ton: les Américains accordent à leur système politique la note «insuffisant». Seul un Américain sur cinq est disposé à faire confiance au gouvernement de Washington «la plupart du temps», ce qui correspond au pourcentage le plus bas de tous les temps!
Le 26 juin dernier, le président Cliff Stearns a remis au Congrès son rapport annuel rendant compte de ses activités et a en même temps pris congé et transmis la présidence à son successeur Martin Frost.
Conformément à la pratique établie, Paul Ryan, président de la Chambre des représentants, a fait une courte apparition (de vingt minutes) pour saluer ses anciens collègues et annoncer qu'il comptait très prochainement devenir membre de l'Association des anciens députés du Congrès des États-Unis (FMC) (sous de forts applaudissements).

De gauche à droite: Cliff Stearns, Président sortant du FMC, Dirk Wouters, Ambassadeur de Belgique aux États-Unis, Henne Schuwer, Ambassadeur des Pays-Bas aux États-Unis et Jan-Willem Bertens, Vice-président de l'AAD © US-FMC

Jan- Willem Bertens
ELDR, Pays-Bas (1989-1999)
bertens@hetnet.nl

SÉMINAIRE ET BUREAU FP-AP

Délégués de l'AAD et la Secrétaire Générale de l'AAD avec les intervenants du séminaire ©FP-AP

Christine Defraigne, Présidente du Sénat © FP-AP

Délégués FP-AP au Parlement fédéral belge © FP-AP

Du 25 au 26 mai 2018, Brigitte Langenhagen déléguée de l'AAD et Vice-Présidente FP-AP et Jean Pierre Audy, délégué de l'AAD auprès de l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP), ont activement participé à ces réunions du bureau et séminaire organisés cette fois par l'Association des anciens parlementaires belges, Pro Lege, à Bruxelles.
En vue de l'adoption, lors du prochain colloque FP-AP en octobre à Strasbourg, de la déclaration sur "L'avenir de l'Europe", dont le rapporteur est l'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe Walter Schwimmer d'Autriche, les hôtes avaient invité deux remarquables orateurs au séminaire: Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen et ancien Premier Ministre de Belgique, ainsi que Pierre Defraigne, professeur invité et ancien directeur général adjoint de la DG Commerce de la Commission européenne. Le séminaire était modéré par Franklin Dehousse, professeur et ancien juge au Tribunal de l'Union européenne.

Visite à l'Atomium © FP-AP

DÉPÊCHES

ACTIVITÉS

28-30 octobre

VISITE EN AUTRICHE
Les inscriptions sont ouvertes.

28 novembre

VISITE GUIDÉE À LA COLLECTION D'ART DU PE
De 16h00 à 17h30. Parlement européen, Bruxelles.

28 novembre

COCKTAIL ET DÎNER ANNUELS
Orateur d'honneur: Carlos Moedas, Commissaire européen à la recherche, Science et Innovation.
À partir de 18h30, Restaurant des députés, Parlement européen, Bruxelles.

29 October

SÉMINAIRE ANNUEL
De 10h00 à 13h00, suivi par un déjeuner informel au Restaurant des députés au Parlement européen.

PARTICIPATION À LA RENCONTRE DES JEUNES EUROPÉENS

Les 1er et 2 juin, le Parlement européen à Strasbourg a ouvert ses portes à plus de 9 000 jeunes, orateurs, partenaires et étudiants volontaires, originaires de toute l'Europe et au-delà. Deux journées entières ont ainsi été consacrées à des débats, à des présentations, des spectacles, des discussions et des conférences, donnant lieu à plus de 400 activités différentes. Ces jeunes ont eu une occasion unique non seulement de découvrir l'Union européenne mais aussi de comprendre le fonctionnement des institutions, et surtout, de faire entendre leur voix. En effet, la manifestation visait à renforcer l'influence des jeunes Européens, à leur permettre d'exprimer leurs idées et leurs convictions, et de formuler leurs idées pour l'avenir de l'Europe. Ils ont eu la possibilité de s'entretenir avec des députés au Parlement européen qui participaient au événements pour débattre en groupe de diverses questions et répondre aux nombreuses préoccupations des jeunes.
Les élections au Parlement européen de 2019 étaient l'un des thèmes principaux. Ces deux journées ont montré combien les jeunes étaient importants pour l'Union européenne; l'année prochaine, ce sera au tour des jeunes de montrer à quel point ils veulent (et nous voulons tous) prendre part à l'avenir de l'Europe, en votant lors des élections. À l'instar de ce que disait le Président Antonio Tajani à l'ouverture de la manifestation, «les jeunes jouent un rôle fondamental dans la construction de l'Europe de demain».
Certains des stagiaires Robert Schuman du Parlement européen ont pu y participer en tant que bénévoles, en remplissant différents rôles. Pour ma part, je me suis chargée de l'accueil et de l'accréditation des participants: j'aidais les participants en leur prodiguant des informations sur le programme et les aspects logistiques et m'occupais de la recherche d'idées et d'orateurs pour le rapport EYE.
En effet, un rapport reprenant les idées les plus concrètes formulées par les jeunes au sein du Parlement sera transmis aux députés européens et certains participants présenteront les meilleures idées à des commissions pour un retour de la part des eurodéputés.
Personnellement, je suis honorée d'avoir pu participer à la rencontre des jeunes européens, pour la première fois j'ai vraiment ressenti ce que voulait dire être Européen. L'un des moments les plus forts fut la séance de clôture dans l'hémicycle, lors de laquelle les participants s'étaient réunis pour discuter directement avec Antonio Tajani de thèmes présélectionnés. À cet instant, j'ai vécu et partagé cette foi profonde en l'Union européenne avec de jeunes gens de différents pays, milieux et partis politiques, et je me sentais heureuse et fière de faire partie de notre communauté.

Alessandra Perna
Stagiaire PE/AAD de mars à juillet 2018
alessandraperna02@gmail.com

ANNUAIRE 2019 DE L'AAD

Dans les prochaines semaines, nous assemblerons l'Annuaire 2019 de l'AAD, que nous enverrons en décembre à tous les membres de l'AAD. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous informer, avant le 15 octobre 2018, si vos coordonnées ont changé ou si vous souhaitez éventuellement compléter ou mettre à jour votre profil. Pour accéder à votre profil actuel, veuillez visiter le site de l'AAD www.formermembers.eu, section Accès membres / Répertoire des membres. Vous aurez besoin de votre login et mot de passe.

Conformément au nouveau Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »), si vous ne souhaitez pas publier vos contacts dans l'Annuaire annuel de l'AAD envoyé à tous les membres de l'AAD, veuillez nous en informer par email: formermembers@europarl.europa.eu.

NOUVELLES PUBLICATIONS

Jacqueline Grand est née et a grandi à Marseille. Femme de convictions, elle a mené plusieurs vies (avocate, députée européenne...) et consacre aujourd'hui une part de son temps à l'écriture. Jacqueline Grand a le goût de l'aventure et de la découverte, elle a l'art de cultiver le mystère et le secret.

Son livre « Tu n'as pas rêvé » est un triller qui convie à une visite dans un Marseille interlope, secret et mystérieux où rien ni personne n'est ce qu'il paraît être. Éditions Zinedi, 256 pages - 22€

NOUVEAUX MEMBRES

Alexander ALVARO
(Allemagne, 2004-2014, ALDE)

Alexander Alvaro a été membre du Parlement européen de 2004 à 2014. Tout au long de son mandat au Parlement, il a été le Vice-Président du Parlement européen de 2012 à 2014, Vice-président de la commission des budgets et membre du Bureau du Parlement européen, de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, de la Commission temporaire sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers, de la Commission spéciale sur les défis politiques et les ressources budgétaires pour une Union européenne durable après 2013 et de la Délégation pour les relations avec le Conseil législatif palestinien, de la Délégation pour les relations avec l'Inde et de la Délégation pour les relations avec l'Iran.

NOUVEAUX MEMBRES

Ovidiu GANT
(Roumanie, 2005-2007, PPE-DE)

Ovidiu Gant a été membre du Parlement européen de 2005 à 2007. Tout au long de son mandat au Parlement, il a été membre de la Commission de la culture et de l'éducation et de la Délégation pour les relations avec les pays de l'Europe du Sud-Est.

Kurt LAUK
(Allemagne, 2004-2009, PPE-DE)

Kurt Laug a été membre du Parlement européen de 2004 à 2009. Tout au long de son mandat au Parlement, il a été membre de la Commission des affaires économiques et monétaires et de la Délégation pour les relations avec les États-Unis.

Emilia MÜLLER
(Allemagne, 1999-2003, PPE-DE)

Emilia Müller a été membre du Parlement européen de 1999 à 2003. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été Vice-Présidente de la Délégation à la commission parlementaire mixte UE-République slovaque et membre de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs, de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des chances et de la Commission temporaire sur la génétique humaine et les autres technologies nouvelles de la médecine moderne.

Gabriele PEUS-BISPINCK
(Allemagne, 1984-1989, PPE-DE)

Gabriele Peus-Bispinck a été membre du Parlement européen de 1984 à 1989. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été Vice-Présidente de la Commission des pétitions et membre de la Commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports, de la Commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie et de la Délégation au comité mixte Parlement européen/Assemblée de la République du Portugal.

Brigitte WENZEL-PERILLO
(Allemagne, 1999-2004, *EPP-ED)*

Brigitte Wenzel-Perillo a été membre du Parlement européen de 1999 à 2004. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été membre de la Commission des budgets et de la Délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud.

ARCHIVES DE DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS

À la suite de la décision du Bureau du 10 mars 2004 relative au traitement des archives des membres et anciens membres, l'Unité des Archives historiques du Parlement européen reçoit les archives des membres et anciens membres.
Les documents seront traités, analysés, indexés, numérisés ou convertis en fichiers PDF-A et mis à disposition du public à moins qu'ils ne soient confidentiels, en accord avec la règlementation applicable. Le formulaire de dépôt de documents est fourni sur demande auprès des Archives historiques ou du secrétariat de l'Association.
Si vous êtes intéressé, veuillez contacter l'Unité des Archives historiques du PE :
Unité des Archives historiques
Sandrine Bonnet
Tél : +352 4300 23273
email : EPRS-Archives-MEP@ep.europa.eu

LE PE REND HOMMAGE À NELSON MANDELA

"J'ai appris que le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de la vaincre."

A l'occasion du centenaire de la naissance de Nelson Mandela, le président du PE, Antonio Tajani, a honoré sa mémoire à l'ouverture de la session de juillet à Strasbourg.
Un concert a eu lieu le 11 juillet en l'honneur de Nelson Mandela dans la salle Yehudi Menuhin du Parlement européen, avec la mission sud-africaine et en présence de la veuve de M. Mandela, Graça Machel.

IN MEMORIAM

† 11 juillet 2018
Gerardo FERNANDEZ ALBOR
PPE (1989-1999)

Il a été député espagnol au Parlement européen de 1989 à 1999. Lors de son mandat au Parlement, M. Fernandez de Albor était Membre du Groupe du Parti populaire européen.

Au niveau national, il a représenté Partido Popular.